

adf

AFRICA DEFENSE FOR

L'ESSOR DE LA GUERRE HYBRIDE

Les adversaires
emploient des
technologies anciennes
et nouvelles pour
déstabiliser les pays

Les frais
cachés des
mercenaires
russes

La montée de la
piraterie au
large des côtes
de Somalie

PLUS

Une conversation avec le major-général Simon M. Barwabatsile,
commandant des forces terrestres du Botswana

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM

46

articles

- 8 La machine d'influence russe**
Au Sahel, les opérations de désinformation soutiennent les régimes oppressifs et nuisent aux civils
- 14 Des eaux troublées**
Une vague d'attaques dans la corne de l'Afrique interrompt la navigation
- 20 « La qualité de la sécurité dépend de celui qui la fournit »**
Une conversation avec le major-général Simon M. Barwabatsile, commandant des forces terrestres du Botswana
- 26 Compacts, économiques et dangereux**
Les drones peuvent améliorer les missions à un coût faible mais sans lignes directrices, ils peuvent exacerber l'insécurité
- 34 Des frais cachés**
Les services rendus par les mercenaires russes de l'Africa Corps conduisent à l'exploitation et l'instabilité
- 40 Un bastion de professionnalisme**
Alors que les coups d'État se multiplient en Afrique de l'Ouest, l'armée sénégalaise reste fidèle à ses principes fondamentaux
- 46 Les cybercriminels considèrent l'Afrique comme un terrain d'essai**
Les logiciels de rançon, les hackers et les vols d'identité tourmentent les gouvernements et les commerces
- 50 Le crime transnational s'empare des pays**
Les entreprises criminelles ciblent les nations africaines pour gagner de l'argent et intensifier le terrorisme

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne**

Veillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE

Cette illustration montre que dans la guerre hybride, les adversaires emploient des outils conventionnels et non conventionnels pour lancer des attaques.

ILLUSTRATION D'ADF

In'est plus nécessaire d'avoir une armée ni même des armes traditionnelles pour attaquer un pays. Certaines attaques parmi les plus dévastatrices peuvent être exécutées uniquement avec un ordinateur, un téléphone portable ou autre technologie commerciale.

Cette catégorie, appelée souvent « la guerre hybride », combine les attaques conventionnelles et non conventionnelles. Elle inclut des menaces telles que les cyberattaques, la désinformation ou les attaques contre l'infrastructure nationale critique. Certaines attaques hybrides sont évidentes, d'autres peuvent nécessiter des années avant d'être détectées.

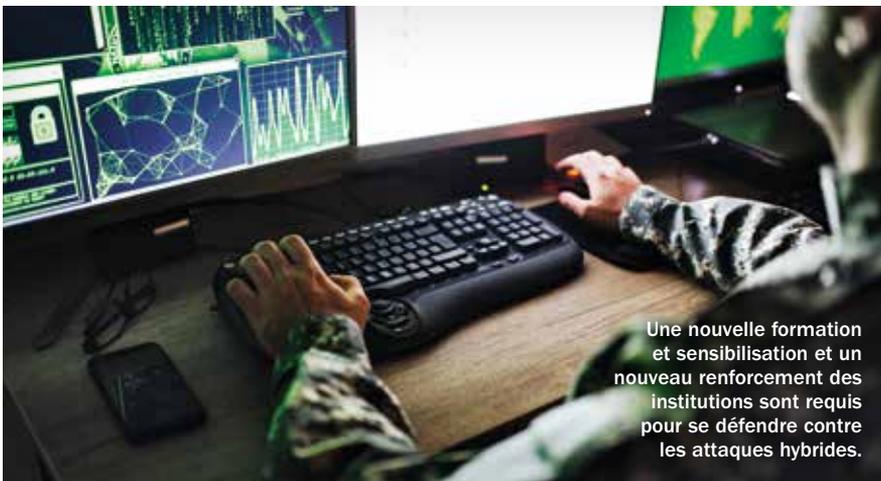
Ceux qui les pratiquent considèrent les tactiques hybrides comme une méthode relativement économique d'obtenir un grand impact. Le but est de perturber la stabilité du pays ciblé.

La Russie est l'un des premiers exportateurs mondiaux de guerre hybride ; au cours des dernières années, elle a utilisé cette stratégie pour exercer un contrôle sur certains gouvernements africains. Sa stratégie hybride vise à influencer les domaines politiques, sécuritaires, économiques et sociaux d'un pays. La Russie déploie des mercenaires avec des promesses de sécurité, mais leurs tactiques brutales finissent pas déstabiliser le pays. Elle gagne le contrôle des ressources naturelles précieuses et emploie des campagnes de désinformation pour influencer l'opinion publique en sa faveur. Elle a sapé des élections et soutenu des coups d'État.

À mesure que les menaces se multiplient, les pays africains cherchent des moyens de se protéger. Une zone de focus est l'ajout d'une capacité de cybersécurité. Le continent a plus de 650 millions d'internautes et seulement environ 7.000 professionnels formés en cybersécurité. Ce manque de capacité laisse les agences gouvernementales, les entreprises et l'infrastructure critique exposées. Un autre domaine est l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité. Les pays qui ont des gouvernements faibles ou corrompus et un secteur de la sécurité inefficace sont les plus vulnérables à l'interférence extérieure. Finalement, les pays peuvent assurer que les citoyens aient des informations exactes. Dans les pays sans presse libre et responsable, les citoyens sont facilement manipulés par les affirmations inexactes. Cet environnement permet aux campagnes de désinformation de se développer.

Ces menaces ne vont pas disparaître, et la protection contre les attaques hybrides doit être un effort pan-sociétal. En éduquant le public, les responsables élus et les professionnels de la sécurité pour qu'ils reconnaissent les menaces, les pays seront mieux en mesure de résister à ces attaques.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Une nouvelle formation et sensibilisation et un nouveau renforcement des institutions sont requis pour se défendre contre les attaques hybrides.



Menaces hybrides

Volume 17, 3ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

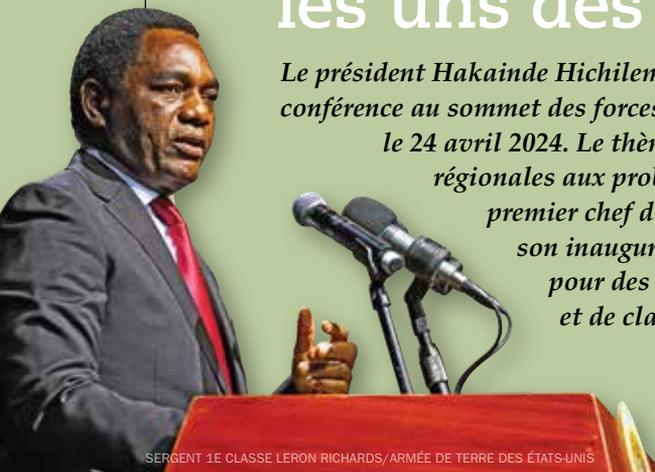
HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Nous sommes les gardiens les uns des autres »

Le président Hakainde Hichilema de Zambie s'est exprimé à la douzième conférence au sommet des forces terrestres africaines à Livingstone (Zambie) le 24 avril 2024. Le thème de la conférence était : « Des solutions régionales aux problèmes transnationaux ». M. Hichilema est le premier chef d'état à prendre la parole à la conférence depuis son inauguration en 2010. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.



SERGEANT 1E CLASSE LERON RICHARDS/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



Les commandants des forces terrestres du continent participent à la 12ème conférence au sommet des forces terrestres africaines à Livingstone (Zambie) du 22 au 26 avril 2024.

SERGEANT 1E CLASSE LERON RICHARDS/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



Nous souhaitons exprimer notre plaisir devant cette réunion distinguée de commandants, du fait des plus de 38 pays africains

qui se sont réunis ici depuis le début de la conférence. Je voudrais aussi exprimer mon plaisir concernant le choix du thème : « Des solutions régionales aux problèmes transnationaux ».

Étant donné les défis que nous affrontons tous sur notre continent et au-delà, c'est un thème extrêmement approprié.

En tant que président de la commission sur la politique, la défense et la sécurité de notre communauté économique régionale appelée CDAA, la Communauté de développement d'Afrique australe, nous sommes extrêmement actifs pour œuvrer avec les autres états membres afin d'assurer que notre région soit stable. Et nous connaissons bien l'importance de maintenir la stabilité de la CDAA, afin de ne pas contribuer à l'instabilité des autres régions d'Afrique et, immanquablement, du monde.

Je veux déclarer clairement que cette réunion fournit une opportunité précieuse de mettre en commun les meilleures pratiques sur la façon dont nous pouvons collectivement encourager la paix dans nos vastes régions. Ceci est extrêmement important parce que, si nous n'avons pas de problèmes dans notre pays, nous commençons souvent à croire que notre responsabilité prend fin. Mais bien au contraire. Nous sommes les gardiens les

uns des autres, dans nos pays, dans nos blocs régionaux, sur notre continent et dans notre communauté mondiale.

L'expérience nous a montré que, si nous restons aveugles à ce qui se passe ailleurs, nous nous comportons comme des autruches, en nous cachant la tête dans le sable, et en supposant que tout le corps est sécurisé. Nous ne devons pas du tout nous comporter comme des autruches.

Nous avons besoin d'une Afrique stable. C'est notre déclaration. Et ce sommet ne pourrait pas offrir d'opportunité ou de plateforme meilleure pour que vous échangiez vos idées. Nous déclarons donc en tant que leaders que nous nous sommes engagés à réaliser l'amélioration de la vie de nos citoyens. Nous savons aussi que nous ne pourrions pas réaliser cela sans maintenir la paix, la sécurité et la stabilité. C'est là que vous pouvez intervenir. C'est votre responsabilité principale, pour vous qui êtes assis dans ce hall, d'œuvrer avec le reste de nos citoyens sur ce continent et au-delà.

Et comme vous le savez, nous ne pouvons pas travailler comme si nous étions dans une île. Nous travaillons de concert avec les autres, ici, dans cette communauté globale. Notre appel à l'action consiste à exhorter tout le monde à contribuer à assurer un continent stable qui soutient une paix, une sécurité et une stabilité durables, afin de faciliter un

minimum de croissance économique.

La communauté internationale doit nous aider ou travailler avec nous sur le continent dans trois domaines. Le premier est le partage des renseignements. Le deuxième, le partage des capacités, y compris dans le troisième : la technologie. Je pense que dans l'environnement d'aujourd'hui, les applications technologiques sont très importantes : nous pouvons aussi atténuer les dangers affrontés inutilement par les hommes et les femmes lorsque nous sommes capables d'appliquer la technologie à ce que nous faisons pour maintenir la paix, la stabilité et la sécurité.

La solidarité africaine est très importante. Nous voulons déclarer que, conformément à l'esprit africain, un bon voisin ne peut pas rester passif lorsque la maison d'un autre est en train de brûler. Étant donné la nature de nos villages, puisque votre toit est presque en contact avec le toit du voisin, si vous n'aidez pas le voisin à éteindre l'incendie, ce dernier se propagera chez vous. En fait ce que je dis, et je suis heureux qu'on le répète, confirme ce que j'ai dit pendant des années : l'instabilité n'importe où est l'instabilité partout.

LA TANZANIE VA DÉPLOYER DES DRONES

pour surveiller ses forêts

PERSONNEL D'ADF

GETTY IMAGES

L'agence des services forestiers de Tanzanie ajoutera des drones à la trousse à outils qu'elle utilise pour protéger ses régions boisées en régression, sujettes à des pressions provenant de plusieurs sources.

Dos Santos Silayo, commissaire de l'agence pour la conservation, déclare : « La technologie des drones est importante parce qu'elle nous aidera à surveiller une vaste zone en laissant le reste aux patrouilles utilisant des véhicules ou des motos ». L'agence a annoncé le déploiement de quatre nouveaux véhicules et près de quarante motos pour patrouiller les forêts de Tanzanie.

Angellah Kairuki, ministre des Ressources naturelles et du Tourisme de Tanzanie, a déclaré lors de la cérémonie d'inauguration du nouvel équipement : « Nous nous sommes engagés à améliorer le secteur en vous fournissant les outils et l'expertise nécessaires pour obtenir des résultats positifs en matière de conservation des forêts. »

La Tanzanie possède 45,7 millions d'hectares de forêt recouvrant environ 40 % de la superficie du pays, une baisse comparé à 61 % en l'an 2000, selon la Banque mondiale. La Tanzanie perd environ 400.000 hectares de forêt chaque année, soit le double du taux mondial moyen de déforestation.

Les drones augmenteront la capacité de détection des crimes dans les forêts tanzaniennes et de surveillance des zones difficiles d'accès, pour que l'agence déploie ses

patrouilles plus efficacement, déclare Mme Kairuki. Le plan fait rappeler la décision prise par le pays en 2016 pour utiliser des drones afin de surveiller son aire de conservation du Ngorongoro, où les aéronefs observent les braconniers et effraient les éléphants pour qu'ils partent de la zone protégée.

La Tanzanie a rejoint d'autres pays africains qui utilisent des drones pour surveiller les forêts menacées, notamment le Ghana, le Liberia, Madagascar et la Namibie. Le Kenya et Madagascar emploient aussi des drones pour répandre les graines et reboiser les zones endommagées. Dans d'autres pays, les drones peuvent déployer des capteurs à l'intérieur des forêts pour surveiller la santé des arbres.

La Tanzanie, œuvrant avec l'organisation non gouvernementale et écologique Trees for the Future, fait partie d'un consortium de pays africains qui déploient des drones pour évaluer la couverture forestière, afin d'aider les agriculteurs à préserver la santé de leurs terres agricoles et protéger contre l'érosion.

La collecte illégale du charbon de bois et du bois de chauffage, l'extraction illégale des minerais, le pâturage et l'agriculture usent les forêts de Tanzanie, selon Mme Kairuki.

Les zones menacées incluent la zone de protection forestière de Kahe de 1.095 hectares qui protège l'eau ruisselant du Kilimandjaro. L'abattage illégal des arbres et le pâturage illicite y sont les causes principales de déforestation, selon les défenseurs de la forêt.



Le Kenya accueille un atelier sur **L'UTILISATION RESPONSABLE DE L'IA**

DEFENCEWEB

Le ministère kényan de la Défense a co-hébergé un atelier inaugural sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle (IA) dans les forces armées en juin 2024.

Cet événement de deux jours à Nairobi a été co-hébergé par les Pays-Bas et la Corée du Sud. Les délégués et le personnel militaire de plus de douze pays ont participé à des présentations sur les opportunités, les défis et les risques associés aux applications militaires de l'IA.

L'événement a eu lieu environ un mois après le lancement d'une unité de recherche IA de la défense en tant que centre d'excellence IA à l'académie militaire de l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud).

Cet atelier est le premier de ce type en Afrique de l'Est. Il a été désigné Utilisation régionale responsable de l'intelligence artificielle dans les forces armées.

Les participants ont entendu le secrétaire à la Défense du cabinet kényan Aden Duale prédire que l'IA non seulement renforcerait les capacités de défense mais aussi aiderait à promouvoir les « principes de justice, de paix et de dignité humaine ».

Il a déclaré dans son discours introductif : « Le Kenya s'est engagé à respecter les pratiques éthiques de l'IA dans les opérations militaires pour promouvoir la sécurité et la stabilité en Afrique et dans le monde. Je vous exhorte à partager vos idées et collaborer sur des solutions qui conduiront à l'emploi responsable et efficace de l'IA dans nos entreprises militaires. »

Le général Charles Kahariri, chef des Forces de défense du Kenya, a déclaré qu'une « structure régulatoire exhaustive pour régir l'utilisation de l'IA dans les opérations militaires est essentielle ».

« La création de capacités locales pour développer, déployer et réglementer l'IA est cruciale. Ces structures devraient traiter des questions telles que le caractère privé, la sécurité et l'utilisation éthique des données. Les responsables politiques doivent œuvrer étroitement avec les technologies, les éthiciens et les experts militaires pour créer des politiques qui équilibrent l'innovation et la responsabilité. »

L'Afrique du Sud, le Burundi, le Cameroun, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Maroc, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie ont participé à l'événement.

Le secrétaire à la Défense du cabinet kényan Aden Duale s'est exprimé à l'événement IA.

FORCES DE DÉFENSE
DU KENYA

UN EXERCICE MILITAIRE AMÉLIORE

L'état de préparation en Afrique de l'Est

PERSONNEL D'ADF

Le 13ème exercice de formation régionale de terrain de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Ushirikiano Imara 2024, a réuni les pays régionaux partenaires pour améliorer les capacités des composants militaires, policières et civiles afin de répondre aux défis complexes de sécurité.

Les Forces de défense du Rwanda ont accueilli l'événement, dont le nom se traduit par « Bâtir de fortes relations », en juin 2024. Une formation terrestre a eu lieu dans et près de l'académie militaire du Rwanda à Gako. Le Rwanda a hébergé un événement maritime dans le district de Rubavu.

Le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie sont des pays membres de la CAE qui ont participé à l'exercice. Son thème était : « Renforcer l'intégration du secteur de la sécurité et maîtriser les intérêts communs conformément à la paix et la stabilité régionales de la CAE. »

« L'importance de la sécurité dans l'intégration régionale ne peut pas être surestimée », a déclaré le ministre de la Défense du Rwanda Juvénal Marizamunda à l'ouverture de l'exercice, selon un reportage de defenceWeb. « Aucun pays ne peut en fait confronter les défis contemporains de sécurité à lui seul. Il est donc essentiel pour les pays d'œuvrer ensemble en tant que région pour répondre collectivement à ces défis de sécurité. »

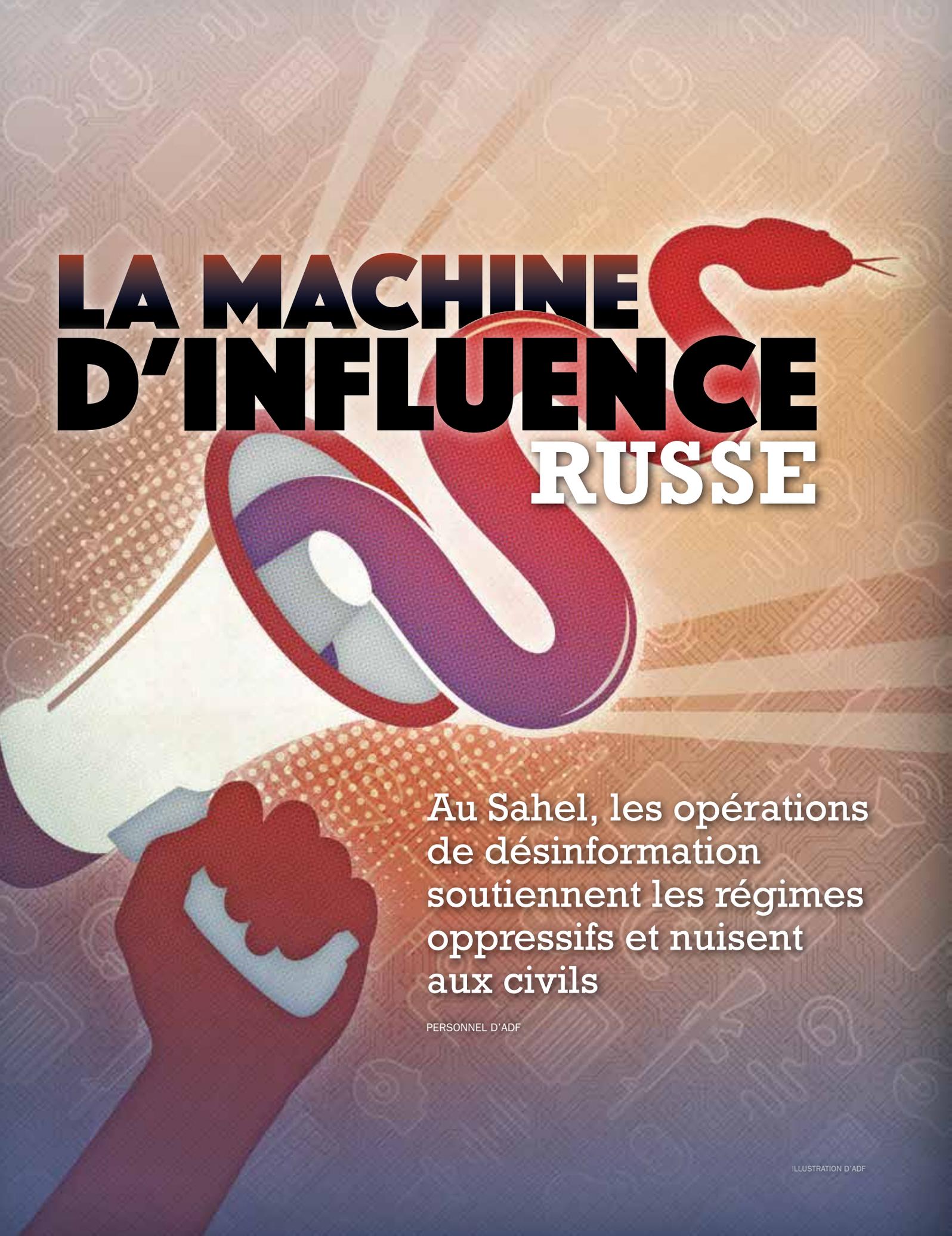
Le scénario de l'exercice était basé sur un pays hypothétique d'Afrique de l'Est, Kangoma, aux prises avec une crise politique et nécessitant des opérations de soutien de paix, de contre-terrorisme, d'anti-piraterie et de gestion des catastrophes.

Le major-général Andrew Kagame, directeur de l'exercice, a déclaré qu'Ushirikiano Imara améliore l'interopérabilité et la coopération, et développe et affine les capacités des opérations soutien à la paix, de contre-terrorisme, d'anti-piraterie et de gestion des catastrophes. En outre, il s'appuie sur la compréhension et la confiance mutuelle en renforçant les liens qui unissent les nations.

« L'exercice de cette année sert de testament de notre détermination partagée et notre interopérabilité améliorée pour la consolidation des efforts de sécurité, qui verront un renforcement de la confiance et de l'amitié parmi les états membres », a déclaré Juvénal Marizamunda à la clôture de l'exercice le 21 juin.

Défilé des participants au 13ème exercice de formation de terrain Ushirikiano Imara 2024 pendant la cérémonie de clôture à l'académie militaire du Rwanda à Gako. MINISTRE DE LA DÉFENSE DU RWANDA



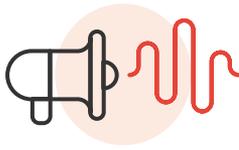
The background features a stylized illustration. A red snake is coiled around a megaphone. The megaphone is white with a purple and blue band. A hand is shown holding the handle of the megaphone. The background is a warm, golden-brown color with a subtle pattern of circuitry and icons.

LA MACHINE D'INFLUENCE RUSSE

Au Sahel, les opérations
de désinformation
soutiennent les régimes
oppressifs et nuisent
aux civils

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF



Au moment où le ministère de la Santé du Burkina Faso déclara une épidémie de dengue le 18 octobre 2023, le pays avait déjà enregistré des milliers de cas et des centaines de décès. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dit que c'était l'épidémie la plus meurtrière de la maladie depuis des années dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Une autre épidémie a suivi rapidement : un déluge de désinformation russe.

Les utilisateurs des réseaux sociaux, y compris beaucoup de réseaux censés être soutenus par le gouvernement russe, ont commencé à attaquer les travaux de Target Malaria, une organisation de recherche sans but lucratif qui combat les maladies propagées par les piqûres de moustique. Ce groupe, qui est soutenu par la fondation Bill-et-Melinda-Gates, s'efforce de prévenir le paludisme au Burkina Faso depuis 2012.

« Mais des cohortes de faux utilisateurs de réseaux sociaux ont faussement accusé le groupe de propager la maladie, de militariser les moustiques et de créer des armes biologiques, tout en comblant la Russie d'éloges », selon l'Agence France-Presse.

Face à la campagne de désinformation organisée, Target Malaria a été forcée de riposter en qualifiant les attaques de « fausses » et de « profondément regrettables ». Les experts déclarent que la campagne

de désinformation est seulement un élément d'un effort concerté et systématique par la Russie de semer le doute dans les institutions de base telles que les soins de santé, le gouvernement, les Nations unies et même les organisations humanitaires internationales.

Au cœur de la campagne russe se trouve l'Initiative africaine, organe en ligne ayant des liens étroits avec Evgueni Prigojine, le chef décédé du groupe Wagner qui avait bâti un réseau obscur d'opérations de mercenaires, de désinformation et d'extraction minière en Afrique avant d'être tué dans un accident d'avion mystérieux en août 2023. Dans le sillage de son décès, le ministère russe de la Défense a saisi le contrôle des opérations du groupe Wagner sur le continent en le rebaptisant Africa Corps.

Alors même que le nombre de cas de dengue augmentait au Burkina Faso en septembre 2023, la chaîne Zvezda TV gérée par l'armée russe a diffusé une histoire d'actualité annonçant le lancement de l'Initiative africaine.

Artyom Kureev, directeur général de l'Initiative africaine, a déclaré que son organisation visait à devenir la « passerelle d'information entre la Russie et l'Afrique ». Mais son objectif réel est de déguiser et propager la désinformation dans l'espoir qu'elle sera considérée comme un reportage indépendant plutôt qu'une campagne de propagande dirigée par Moscou.



Une bannière du président russe Vladimir Poutine est déployée lors d'un rallye organisé par la junte du Burkina Faso à Ouagadougou. AFP/GETTY IMAGES

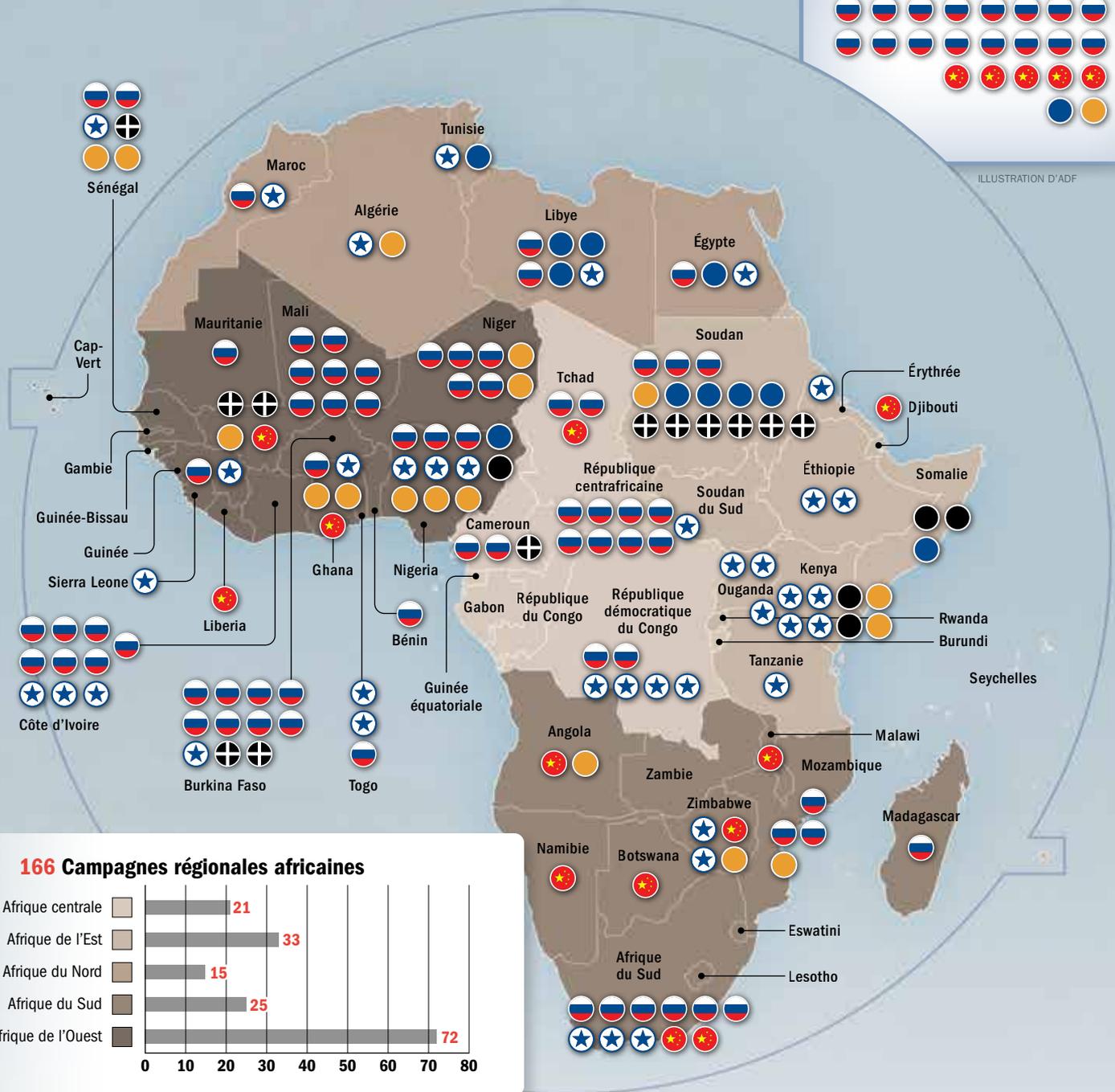
Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Carte régionale de la désinformation en Afrique

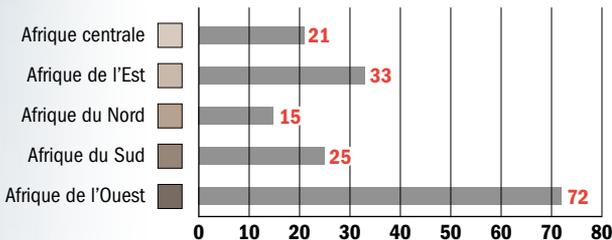
23 campagnes transafricaines



ILLUSTRATION D'ADF



166 Campagnes régionales africaines



Sponsors

- Acteurs liés au PCC
- Acteurs des groupes islamistes militants
- Acteurs politiques nationaux
- Autres acteurs étrangers
- Acteurs liés au Kremlin
- Autres acteurs ou acteurs non déterminés
- Acteurs militaires (y compris les junte)

« La Russie est liée à 80 des 189 campagnes que nous avons identifiées et cartographiées, soit 40 % des campagnes de désinformation. Ce genre de guerre cognitive est une stratégie issue du ministère russe de la Défense. »

~ Dr. Mark Duerksen, Centre d'études stratégiques de l'Afrique



Enregistrement vidéo du président russe Vladimir Poutine lors du Sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg le 28 juillet 2023.

THE ASSOCIATED PRESS



L'OMS a signalé une montée en flèche des cas de dengue, de 6 en juillet 2023 à 708 le 9 septembre, un chiffre « stupéfiant ». Elle a recommandé vivement de collaborer avec des partenaires tels que Target Malaria. Dans son bulletin hebdomadaire, elle a déclaré : « Étant donné le rapport de positivité ... il est impératif de soutenir et de renforcer les mesures de santé publique. »

Les réseaux de désinformation russes rendent cet effort beaucoup plus difficile.

Le Dr Mark Duerksen, associé de recherche au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), a passé plusieurs années à analyser l'impact croissant des campagnes de désinformation sur l'évolution rapide des systèmes d'information sur le continent. Il a qualifié la récente campagne de désinformation au Burkina Faso de « prochaine vague » probable de la Russie.

« Il y a des indications selon lesquelles l'Initiative africaine examine la santé publique comme quelque chose qui puisse accommoder ce genre de guerre de l'information, dit-il à ADF. On dirait qu'ils ont trouvé un autre point sensible qu'ils vont exploiter. C'est vraiment cynique parce que cela va rendre les efforts de santé publique plus difficiles sur le continent. À cause de cela, moins de personnes auront accès aux soins. »

La désinformation russe au Sahel

La guerre hybride combine les conflits armés conventionnels aux outils stratégiques non conventionnels, notamment les opérations d'information pour influencer et subvertir ou reformuler les événements. Le Dr Duerksen déclare que cela fait partie d'une « suite de services » offerte par la Russie aux régimes autocratiques isolés tels que les juntes militaires qui ont saisi le contrôle du Burkina Faso, du Mali et du Niger au cours des dernières années.

En premier lieu, la Russie identifie et enflamme les

doléances locales. Au Sahel, la plus grande vulnérabilité est l'inefficacité des forces de sécurité qui affrontent une marée d'organisations extrémistes violentes en pleine expansion, des groupes régionaux avec des liens aux organisations terroristes Al-Qaïda et État islamique.

Ensuite, les agents russes entretiennent les acteurs influents locaux qui répandent la propagande et la désinformation tout en bâtissant un réseau sur les médias sociaux et en promouvant des manifestations pour donner la semblance d'un soutien populaire. Après cela, les mercenaires russes arrivent et conduisent une formation et des opérations de contre-terrorisme tout en recevant des paiements avec des contrats d'extraction minière. Dans le sillage de ses opérations militaires au Mali et en République centrafricaine, le groupe Wagner a été accusé de façon crédible de nombreux massacres de civils, atrocités, violations des droits de l'homme et autres crimes de guerre.

Une fois que les mercenaires sont en place, les campagnes de désinformation et d'influence peuvent être qualifiées de succès.

En tant que chef de la recherche à Logically, société technologique qui a suivi la montée des récits pro-russes et anti-français concernant le Niger au moment du coup d'état militaire de 2023, Kyle Walter soupçonne depuis longtemps que le financement et les réseaux sociaux russes sont responsables des faux rallies communautaires. Le New York Times signale qu'Ahmed Bello, président d'un groupe de la société civile nigérienne dont l'acronyme est « PARADE », a distribué jusqu'à 70 drapeaux russes lors de plusieurs manifestations à Niamey et que le gouvernement russe a fourni un financement par des intermédiaires qui conduisaient des activités similaires au Mali.

Des mercenaires russes du groupe Wagner jouent le rôle de gardes du corps pour le président Faustin-Archange Touadéra de la République centrafricaine.

REUTERS



Une femme écoute les actualités radiodiffusées à Bangui (République centrafricaine). La Russie a essayé de gagner de l'influence sur le continent avec ses programmes radio. AFP/GETTY IMAGES

« C'est avec eux que nous travaillons pour développer l'expansion de l'idéologie russe en Afrique », a déclaré M. Bello au Times.

Des chercheurs de Microsoft ont identifié PARADE comme le produit du ministère russe des Affaires étrangères et un responsable militaire européen de haut rang a déclaré au Times que le groupe était une façade pour les opérations soutenues par le Kremlin sur le continent.

Le Dr Duerksen explique le plan directeur du groupe Wagner : « C'est une trousse à outils complète. Elle peut aider [les juntes] à rester au pouvoir et à réprimer l'opposition et les journalistes. Lorsque la désinformation qu'ils offrent a aidé réellement ces régimes à saisir le pouvoir, dans le cas des juntes militaires [du Sahel], ils sont alors imbriqués dans ces régimes. »

Dans un rapport de mars 2024 qui s'appuie sur les travaux de plus de trente chercheurs et organisations d'Afrique, le CESA a identifié la Russie comme premier sponsor de la désinformation en Afrique.

Le Dr Duerksen dit : « La Russie est liée à 80 des 189 campagnes que nous avons identifiées et cartographiées, soit 40 %

Drapeaux russes en vente au marché principal de Ouagadougou (Burkina Faso).

AFP/GETTY IMAGES



des campagnes de désinformation. Ce genre de guerre cognitive est une stratégie issue du ministère russe de la Défense. Ce n'est pas simplement un projet secondaire. C'est clairement une emphase pour l'armée russe, et elle le fait très systématiquement. »

Alors le gouvernement russe niait auparavant qu'il avait des liens quelconques avec les opérations de ses groupes mercenaires, la transformation du réseau Wagner de M. Prigojine en Africa Corps contrôlé par l'armée est profonde, puisque désormais la Russie est responsable pour ses actions.

Le Dr Duerksen questionne : « Qui sera tenu responsable pour rendre des comptes ? Wagner leur avait toujours donné ce déni plausible selon lequel ils n'étaient pas associés avec quoi que ce soit que Wagner faisait. Maintenant, les Russes en sont propriétaires. »

Le plan directeur de Wagner

Le groupe Wagner était le premier véhicule de la Russie pour ses ambitions en Afrique, depuis 2017 lorsque M. Prigojine et ses mercenaires sont arrivés et ont commencé à construire leur vaste réseau.

« Ils essayaient toute une série de tactiques de désinformation différentes, poussaient des récits différents, même des récits contradictoires comme un soutien accordé à deux candidats politiques en même temps, déclare le Dr Duerksen. On aurait dit qu'ils conduisaient un genre d'étude de marché, beaucoup d'expérimentation. »

L'une des stratégies les plus efficaces est l'emploi des langues locales sur les réseaux sociaux et l'embauche des personnes locales pour propager la désinformation.

« Ils ont réalisé que le messenger est important, que quelqu'un qui parle la langue locale, ou qui est vraiment au courant des questions locales, ou qui parle le dialecte local, est bien préférable à une chaîne de Wagner sur Telegram basée à Saint-Petersbourg. Ils considèrent cela

comme l'avant-garde de leur influence et la façon dont ils peuvent faire marcher des groupes dans les rues. »

Au Sahel, avec ses antécédents francophones compliqués, la Russie a découvert des clients vulnérables et bien disposés pour sa désinformation.

« Il y avait des problèmes de sécurité, aussi ils ont vraiment enfoncé ces messages, ils ont vraiment essayé de contorsionner le discours politique vers ce genre de désillusion, ce cynisme, ce genre d'énergie toxique, canalisée non pas vers quelque chose de constructif ou de productif mais vers des applaudissements pour les coups d'État militaires. C'est maintenant une sorte de politique nihiliste. »

Le Dr Duerksen dit qu'une partie de la conception russe de désinformation consiste à se concentrer sur trois auditoires.

Le premier groupe est composé de personnes locales qui sont consommatrices de contenu de désinformation, qui l'embrassent et qui deviennent des amplificateurs et des porte-drapeau. « Ce sont les gens dans les rues brandissant des drapeaux russes. C'est un petit groupe, ceux qui sont en fait devenus les pourvoyeurs du pays. »

Le deuxième groupe est plus grand : les personnes locales pour qui le contenu de désinformation est conçu pour semer la confusion et conduire au désengagement d'avec la politique et les problèmes sociaux. « Ils sont souvent intimidés. S'ils essaient d'exprimer une opinion ou de poser une question dans certains de ces espaces informationnels, l'armée de trolls leur tombe dessus. »

Le troisième groupe comprend les médias et les observateurs régionaux et internationaux qui parfois ont un niveau seulement superficiel de compréhension des questions et des affaires distantes. « Couvrir les événements est difficile, donc on le formule comme un soulèvement populaire. Je crois que c'est devenu fabriqué très intentionnellement autour des tendances au Sahel, pour avancer un objectif stratégique russe dans la région. »

L'analyste Dan Whitman du Foreign Policy Research Institute a conclu pareillement que la Russie exploite la violence au Sahel et en profite.

« L'instabilité est l'Éden de la désinformation, dit-il sur Voice of America. Je dirais [qu'en] deux ou trois ans, [la Russie] a enregistré les succès de propagande les plus rapides de l'histoire de la propagande. »

Le refus du récit

La désinformation russe a été utilisée pour protéger les régimes autoritaires de la responsabilisation. De cette façon, les juntes militaires au Sahel ne sont pas différentes du règne oppressif de Vladimir Poutine en Russie. Des campagnes de désinformation perpétuelles signifient qu'il y aura toujours une autre distraction, une autre façon de détourner les critiques, un autre ennemi intérieur ou extérieur à blâmer. Mais le refus est inévitable, en particulier au Sahel où l'insécurité affecte pratiquement chaque vie et ne fait qu'empirer.

En avril dernier, plus de 80 partis politiques et groupes civils maliens ont émis des déclarations conjointes demandant des élections présidentielles et la fin du régime

militaire. Launte malienne a répondu en intensifiant l'oppression, en suspendant toutes les activités politiques et en interdisant aux médias de publier des articles de politique. Elle affirme que ces mesures sont nécessaires « pour des raisons d'ordre public ».

Mais les dissidents maliens montrent qu'ils ne vont pas disparaître.

« Ils ont réalisé que le messenger est important, que quelqu'un qui parle la langue locale, ou qui est vraiment au courant des questions locales, ou qui parle le dialecte local, est bien préférable à une chaîne de Wagner sur Telegram basée à Saint-Pétersbourg. »

~ Dr Mark Duerksen, Centre d'études stratégiques de l'Afrique



Enveloppé d'un drapeau russe, un sympathisant de la junte du Burkina Faso s'exprime lors d'une manifestation à Ouagadougou le 6 octobre 2022. AFP/GETTY IMAGES

Le 24 avril 2024, un groupe de partis politiques et d'organisations de la société civile a fait appel à la Cour suprême du Mali « dans le but d'annuler le décret qu'ils considèrent comme tyrannique et oppressif ».

La simple existence d'une résistance est un signe clair qu'un écosystème médiatique de désinformation n'est pas invulnérable. En le refusant, les gens savent le récit selon lequel les dirigeants militaires ont l'appui du peuple. Dans tout le Sahel, il n'est pas difficile pour les Maliens, les Burkinabés et les Nigériens de constater que les chefs de leur soi-disant gouvernement de transition ne prévoient pas d'organiser bientôt des élections.

« Les choses ne vont pas bien dans le Sahel sous ces régimes militaires, déclare le Dr Duerksen. La sécurité s'aggrave. L'économie se désintègre. C'est l'un de ces grands artifices des campagnes de désinformation. Elles ont aidé à créer et maintenir cette image selon laquelle les juntes militaires sont populaires. » □

— DES EAUX — TROUBLÉES

UNE VAGUE D'ATTAQUES DANS LA CORNE
DE L'AFRIQUE INTERROMPT LA NAVIGATION

PERSONNEL D'ADF



Un cargo coule après son attaque par les rebelles houthistes dans la mer Rouge. GETTY IMAGES

Certains analystes ont craint que les pirates somaliens ne préparent leur retour lorsque le Ruen, navire marchand battant pavillon maltais, a été détourné au large du littoral somalien en décembre 2023. C'était la première attaque réussie contre ce type de navire dans la région depuis six ans.

Du fait de l'augmentation des actes de piraterie au cours des mois suivants, il ne fait pas de doute que les pirates somaliens sont de retour. Ils semblent plus efficaces que jamais et lancent des attaques très loin du littoral somalien.

On compte 33 incidents de piraterie et de vol à main armée contre des navires, perpétrés par des pirates somaliens, au premier trimestre 2024, comparé aux 27 incidents pendant la même période de 2023, selon le Bureau maritime international. Dans cet intervalle, les pirates ont saisi 35 membres d'équipage comme otages, enlevé 9 et menacé un autre.

Ian Ralby, expert de la sécurité maritime et président-directeur général d'I.R. Consilium, déclare à ADF : « C'est une hausse tout à fait majeure en termes d'activité de piraterie. C'est la plus grande activité que nous avons constaté au cours des six dernières années, et c'est probablement la période la plus sensible que nous avons subie depuis la dégradation rapide de mai 2012. »

Les pirates ont détenu le Ruen jusqu'au mois de mars, lorsque la Marine indienne a secouru le navire avec 17 otages. Le navire indien a capturé 35 pirates armés pendant une opération de près de 40 heures au large des côtes de Somalie.

La Marine indienne dit qu'elle avait traqué le vaisseau avant d'entreprendre l'opération de sauvetage et d'intercepter le navire à environ 260 milles marins à l'Est de la Somalie. Elle avait confirmé la présence des pirates armés à l'aide d'un drone lancé depuis leur bâtiment.

Un porte-parole de la Marine indienne a déclaré dans un reportage de defenceWeb : « Dans un acte irresponsable et hostile, les pirates ont abattu le drone et tiré sur le navire de guerre de la Marine indienne. En suivant une réponse calibrée conformément au droit international, [un navire de la Marine indienne] a neutralisé le système de gouverne et les aides de navigation du bateau pirate en le forçant à s'arrêter. »

Les officiels ont arrêté les pirates et les ont emmenés en Inde pour les traduire en justice. Le Dr Ralby souhaiterait vivement apprendre les résultats du procès.

« En ce qui concerne la piraterie, rien ne change autant le calcul du rapport risques/bénéfices comme les poursuites judiciaires et les condamnations à de longues périodes de prison. C'est un risque que la plupart ne veulent pas courir, et les bénéfices sont difficiles à réaliser si vous avez des forces navales omniprésentes qui souhaitent vous prendre pour cible ou vous saisir et vous amener devant un tribunal. »

La force navale de l'Union européenne déclare qu'il est probable que le Ruen a été utilisé comme base pour la prise de contrôle d'un cargo battant pavillon du Bangladesh au large du littoral somalien à la mi-mars. Ceci est une tactique employée fréquemment par les pirates somaliens, dont beaucoup sont originaires de l'État semi-autonome du Pount.

En janvier 2024, des pirates somaliens ont détourné huit vaisseaux de pêche dans l'océan Indien occidental et ont utilisé au moins cinq de ces bateaux pour conduire d'autres attaques, selon le groupe Neptune P2P, société internationale de sécurité privée. La hausse de la piraterie somalienne coïncide avec le départ des marines internationales hors des eaux somaliennes, dans le but de contrer les attaques répétées de la milice houthiste du Yémen dans la mer Rouge et d'autres eaux régionales.

« C'EST UNE HAUSSE TOUT À FAIT MAJEURE EN TERMES D'ACTIVITÉ DE PIRATERIE. »

— Ian Ralby,

Expert en sécurité maritime et président-directeur général d'I.R. Consilium

« À mesure que nous constatons les assauts lancés par les Houthis contre le commerce maritime mondial, tout le monde dans la région a évidemment tourné son attention vers la protection des transports maritimes et la protection de la hausse majeure du volume de trafic le long du littoral africain qui s'est relocalisé pour éviter complètement la mer Rouge, déclare le Dr Ralby. C'est un scénario parfait pour les pirates qui cherchent à gagner une fois de plus un avantage criminel. »

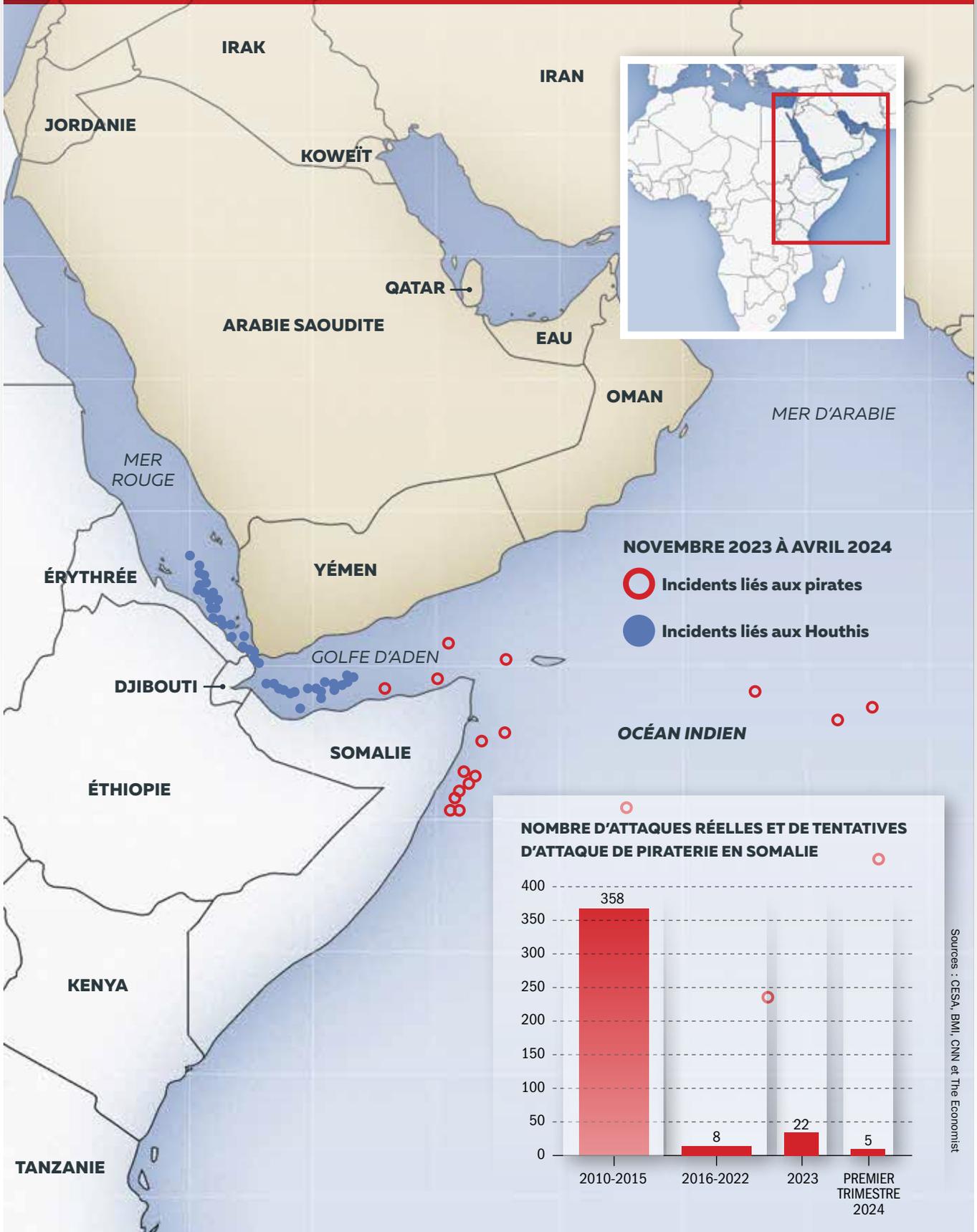
Les membres de deux bandes somaliennes ont confirmé à Reuters qu'ils tiraient profit de la distraction fournie par les frappes houthistes, se produisant plusieurs centaines de milles marins au Nord, pour retourner à la piraterie, après une accalmie de près de dix ans.

Abdinasir Yusuf du Puntland Development and Research Centre attribue la hausse de la piraterie somalienne aux luttes politiques qui distraient les forces de sécurité, ainsi qu'à la présence des bateaux de pêche étrangers qui sapent les moyens de subsistance des pêcheurs locaux. Il déclare à The Economist : « La piraterie n'avait jamais cessé, elle avait été neutralisée. »

LA PERTURBATION DU COMMERCE MONDIAL

La convergence des attaques par les pirates somaliens et les Houthis perturbe le commerce mondial. Les voies

MENACES MARITIMES DANS LES EAUX D'AFRIQUE DE L'EST



maritimes au large du littoral somalien sont parmi les plus fréquentées du monde. Chaque année, environ 20.000 bateaux traversent le golfe d'Aden en direction ou au retour de la mer Rouge et du canal de Suez, voie maritime la plus courte entre l'Asie et l'Europe. Les attaques, qui s'accompagnent souvent de demandes de rançon, ont provoqué une augmentation des frais de sécurité et d'assurance.

Les détournements ont fait étendre la zone dans laquelle les assureurs imposent des primes supplémentaires sur les navires, à cause des risques de guerre. Ces primes constituent des frais additionnels demandés par les compagnies d'assurance pour couvrir les risques associés à la guerre, au terrorisme et aux troubles politiques dans les zones de conflit. Les responsables de l'industrie des assurances déclarent à Reuters que les primes de risque de guerre ajoutent des centaines de milliers de dollars au coût d'un voyage typique de sept jours. Les frais liés à l'embauche d'une équipe de gardes armés privés à bord des navires pendant trois jours ont aussi augmenté en février 2024 pour atteindre entre 4.000 et 15.000 dollars par mois, soit une augmentation d'environ 50 %.

Le 15 avril, les pirates somaliens ont encaissé une rançon de 5 millions de dollars après avoir relâché le

cargo Abdullah du Bangladesh et environ 23 membres d'équipage. Les pirates avaient saisi ce navire transporteur de charbon à environ 600 milles marins à l'Est de la Somalie à la mi-mars.

Abdirashiid Yusuf, l'un des pirates ayant participé au détournement, a déclaré à Reuters : « L'argent nous a été amené il y a deux nuits, comme d'habitude. Nous avons vérifié que l'argent n'était pas contrefait. Puis nous avons divisé l'argent entre les groupes et nous sommes partis en évitant les forces gouvernementales. »

À leur apogée, les pirates somaliens recueillaient des rançons de 53 millions de dollars chaque année, selon la Banque mondiale. La piraterie a atteint son point culminant en Somalie en 2011 lorsque les pirates ont lancé 212 attaques, pendant lesquelles 1200 marins ont été pris en otage et 35 sont morts. Cette année, le groupe de surveillance Oceans Beyond Piracy estime que le coût de la piraterie était d'environ 7 milliards de dollars pour l'économie mondiale.

Les officiels ont enregistré seulement cinq attaques par des pirates somaliens entre 2017 et 2020. L'accalmie est attribuée aux opérations navales anti-piraterie coordonnées, aux mesures de sécurité telles que le positionnement de gardes armés sur les navires et à l'augmentation des poursuites et des peines de prison pour les pirates.



La police maritime somalienne en patrouille au large du littoral de l'État semi-autonome du Pount, d'où proviennent de nombreuses attaques de piraterie. THE ASSOCIATED PRESS



Des pirates somaliens condamnés derrière un portail de prison en 2016. AFP/GETTY IMAGES

Le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud a reconnu le renouvellement de la menace de piraterie en mars 2024. Il a déclaré à Reuters : « Si nous n'arrêtons pas [la piraterie] alors qu'elle en est à ses débuts, elle pourrait devenir ce qu'elle était auparavant. »

Les analystes de The Economist doutent que la piraterie retournera aux niveaux de 2011 parce que les opportunités exposées par les Houthis finiront par diminuer.

LA PARTICIPATION DES CHEBABS

Au début 2024, des rapports ont signalé que les militants chebabs dans la région somalienne de Sanaag, au Nord du pays, avaient fait une offre de coopération aux pirates. Les analystes pensent que l'accord consiste à assurer la protection des pirates en échange de 30 % de toutes les rançons, ainsi qu'un pourcentage des butins, selon un reportage du journal émirien The National. L'accord pourrait fournir aux chebabs un financement critique après la répression de leurs sources d'argent illégales et le gel de leurs comptes bancaires par le gouvernement somalien. On soupçonne aussi que les terroristes négocient avec les pirates et les rebelles houthistes pour acquérir des armes.

Le Dr Ralby déclare que les attaques houthistes contre le commerce maritime « sont une grande inspiration pour quiconque avec la capacité et l'intention d'attaquer les transports en mer », parce que les Houthis ont réussi à gagner une visibilité mondiale, une légitimité et une crédibilité, ce qui leur permet de recruter d'autres membres. Ceci peut être attrayant pour les pirates et leurs sympathisants.

« C'est cela qui est préoccupant : que les chebabs, presque par jalousie pour la réputation en hausse des Houthis, fassent quelque chose pour regagner leur propre visibilité et élan. Si donc les chebabs sont des observateurs attentifs, et je suis sûr qu'ils le sont à cause du flux de trafic d'armes de longue date qui a traversé leur territoire pour arriver au Yémen, je soupçonne qu'ils chercheront des opportunités similaires pour gagner un élan et une prééminence. C'est un domaine vraiment préoccupant. »

Historiquement, les pirates n'ont pas été rattachés à des organisations terroristes, car les pirates cherchent presque uniquement à gagner de l'argent tandis que les terroristes cherchent un financement pour des raisons idéologiques. Le lien entre les pirates et les terroristes pourrait être dangereux, affirme le Dr Ralby.



« NOUS DEVRIONS ÊTRE CAPABLES DE CONSTATER UNE DISSUASION PLUS EFFICACE ET NOUS ESPÉRONS QUE TOUTE ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE EN MER SERA ASSOCIÉE À UNE CONCLUSION LÉGALE DEVANT UN TRIBUNAL AFIN DE NOUS ASSURER QUE LES PIRATES SOIENT VRAIMENT TENUS RESPONSABLES, AU LIEU D'ÊTRE SIMPLEMENT ATTRAPÉS, PUIS RELÂCHÉS. » – Ian Ralby

« Pourquoi ? Parce que si nous qualifions les pirates de terroristes, cela rend très difficiles les négociations de rançon. Si nous essayons d'éloigner du contrôle des pirates le personnel enlevé ou les navires détournés, et nous les qualifions de terroristes, nous entravons notre propre capacité de les récupérer. »

Il déclare qu'il espère que la « résistance ardente » à la piraterie par la Marine indienne et d'autres forces internationales dissuadera les autres attaques, « bien qu'il soit probable que nous en verrons davantage ». Un outil important dans la lutte contre la piraterie est offert par le Centre des opérations de coordination régionale (RCOC) des Seychelles, qui

organise régulièrement des opérations de sécurité maritime.

En décembre dernier, le RCOC a étendu sa zone de responsabilité et coordonne désormais des opérations de lutte contre les crimes en mer pour 21 pays.

« C'est un mécanisme très robuste qui n'existait pas précédemment, déclare le Dr Ralby. Nous devrions donc être capables de constater une dissuasion plus efficace et nous espérons que toute activité opérationnelle en mer sera associée à une conclusion légale devant un tribunal afin de nous assurer que les pirates soient vraiment tenus responsables, au lieu d'être simplement attrapés, puis relâchés. Ceci n'est pas une dissuasion efficace. » □

Des commandos de la Marine indienne gardent des Somaliens accusés du détournement du cargo MV Ruen battant pavillon maltais en décembre 2023.

THE ASSOCIATED PRESS



ILLUSTRATION D'ADF



« LA QUALITÉ DE LA SÉCURITÉ DÉPEND DE CELUI QUI LA FOURNIT »

LE MAJOR-GÉNÉRAL SIMON M. BARWABATSILE, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE DU BOTSWANA, PENSE QUE LES INVESTISSEMENTS DANS LA FORMATION ET LE PROFESSIONNALISME SONT ESSENTIELS

PERSONNEL D'ADF

Le major-général Simon Motswana Barwabatsile

est chef d'état-major de l'Armée de terre et commandant de la force conjointe pour les Forces de défense du Botswana (BDF). Il avait rejoint les BDF en mars 1989 et a gravi les échelons avec le grade de commandant d'unités blindées. En 2015, il a été promu brigadier en tant que commandant de groupe-brigade blindé. Il a été nommé major-général en septembre 2023 et a assumé ses commandements actuels dans les BDF à cette époque. Il a participé à l'opération humanitaire de 1993 en Somalie dirigée par les États-Unis, appelée Restore Hope, et il a participé à la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique entre février et novembre 2022 en tant que commandant adjoint de la force, commandant par intérim de la force et chef de mission par intérim. Le général Barwabatsile a parlé à ADF à la conférence au sommet des Forces terrestres africaines organisée du 22 au 26 avril 2024 à Livingstone (Zambie). Cette interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.



ADF : *Quelle est votre première priorité en tant que chef d'état-major de l'Armée de terre ?*

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Je crois que ce qui est important, tout d'abord, est d'investir dans les ressources humaines. Le capital humain est notre capacité clé. En termes d'éducation militaire professionnelle et de formation, nous devons investir dans celles-ci, développer toutes les aptitudes nécessaires qui concernent la capacité des forces terrestres : spécialistes, infanterie, blindés, artillerie, défense antiaérienne, puis les spécialisations telles que les ingénieurs, les capacités de reconnaissance. Nous devons les développer au niveau de pointe pour qu'ils puissent travailler conjointement.

Ensuite, développer les capacités des unités prêtes au combat, puis les équiper correctement en commençant par le soldat individuel, en particulier la protection de force individuelle parce que, comme vous le savez, l'environnement opérationnel contemporain est infesté de ressources létales, tout particulièrement celles qui concernent le terrorisme. Nous devons avoir la protection de force à la fois au niveau individuel et au niveau de l'unité.

ADF : *Quelles mesures avez-vous prises jusqu'à présent pour poursuivre ces priorités ?*

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Je pense pouvoir dire que, grâce à mes prédécesseurs, ils ont déjà commencé à œuvrer dans certains de ces domaines, et c'est maintenant à moi de continuer leur travail. Alors même que nous parlons, nous avons actuellement des efforts entrepris pour la formation des spécialistes, aussi devons-nous perfectionner cela, puis passer au développement des équipes, des équipes prêtes au combat, des unités prêtes au combat, pouvant combattre efficacement ensemble.

ADF : *Il y a plusieurs années, en tant que général de brigade, vous avez supervisé des opérations anti-braconnage au Botswana. Quelle est la situation actuelle du braconnage et des crimes liés à la faune sauvage au Botswana, et que font les BDF pour les combattre ?*

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Dans tout le pays, nous avons des centres où sont situées des équipes de coordination inter-agences travaillant conjointement, partageant les informations dans les plus brefs délais possibles. Et nous n'avons pas seulement accompli cela dans le pays ; nous avons aussi développé la collaboration, la coopération et les relations avec les états voisins, au point où nous sommes capables de mettre en commun les informations facilement, dans les délais les plus brefs. En ce qui concerne le problème du braconnage, le temps est essentiel. Si vous entendez une intention

d'aller dans les zones ciblées en temps voulu, vous pouvez intervenir. Et nous obtenons cela, en particulier auprès des pays voisins qui font face au même défi.

ADF : *Vous avez été commandant adjoint de la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique, appelée SAMIM. Qu'avez-vous appris dans ce rôle qui puisse vous aider aujourd'hui en tant que chef d'état-major de l'Armée de terre des BDF ?*

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Puisque ce sont maintenant des questions d'opérations, je pense que c'est une bonne chose que je devienne commandant de la force conjointe alors même que j'assume le commandement de l'état-major de l'Armée de terre. Et j'ai été le chef d'état-major du commandant de la force conjointe en tant que général de brigade. J'ai participé à la préparation initiale et la projection des forces dans SAMIM. C'est la préparation qui était cruciale. Nous pouvons tous être d'accord sur le fait qu'il existe un besoin de mécaniser pour assurer que la protection de force soit garantie dans le théâtre. Avec toutes les forces que nous avons déployées, nous nous sommes assurés qu'elles avancent avec des véhicules protégés, et les véhicules protégés sont cruciaux dans cet effort.

Je pense que maintenant, ayant passé du temps dans le théâtre, j'ai bien noté le fait que la collaboration multinationale, la coopération, même avant d'aller dans le théâtre, est tout à fait critique. Nous devons trouver des moyens et des méthodes de formation constante, dans les exercices, par l'éducation. Nos soldats, nos forces terrestres, devraient travailler avec d'autres forces terrestres pour se préparer à la défense et la sécurité de notre région. Je pense que l'autre point que nous avons aussi constaté, c'est nos institutions d'éducation militaire professionnelle telles que les collèges d'état-major. Nous devons les développer en termes d'étudiants en échange, nous devons les développer en termes d'exercices, d'exercices conjoints, parce que lorsque nous parlons d'un collègue d'état-major, l'officier qui en est issu est le planificateur clé. Lorsque vous parlez des majors, ce sont des planificateurs clés au niveau des unités de brigade et ils vont très certainement aller dans le théâtre. Ils ont besoin d'être préparés pour cet engagement multinational.

À l'avenir, la lacune de la technologie devient aussi apparente. Nous devons rendre le théâtre transparent en termes de ce que nous voyons, ce que nous détectons. Et nous devons investir dans la capacité de renseignement, surveillance et reconnaissance (le RSR). La menace que nous affrontons est évasive mais lorsqu'ils perdent le





Un soldat mozambicain observe des civils à Quionga (Mozambique) en septembre 2022. Le général Barwabatsile souligne que les fortes relations civilo-militaires aident les civils à considérer les forces de sécurité comme des partenaires. AFP/GETTY IMAGES



Le général Barwabatsile a dit que la protection de la force était une priorité pour la mission multinationale au Mozambique.

FORCES DE DÉFENSE DU BOTSWANA

contact avec les communautés, nous devrions pouvoir les déceler et être capables de les prendre pour cible lorsqu'ils sortent. Et cela peut être fait uniquement avec un bon RSR et une bonne maîtrise de la technologie.

Bâtir sur la capacité de travailler dans les communautés en termes de coopération civilo-militaire, bâtir là-dessus. Nous devons travailler dur pour nous assurer d'être prêts à conduire des opérations civilo-militaires lorsque nous sommes déployés dans les opérations. Ils pourront ainsi nous considérer comme des partenaires et même nous donner des informations volontairement, sans devoir les solliciter, sur ce qui se passe au sein de la communauté en termes de menaces sur la sécurité.

ADF : Le Botswana est depuis de longues années une nation en paix, intérieurement et avec ses voisins. Quelles sont les pratiques ou les philosophies qui ont permis au Botswana de rester en paix pendant si longtemps dans une région souvent volatile ?

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Je pense que c'est une question politique. Mais en tant que force armée, nous devons être aussi professionnels que possible dans la fourniture de la sécurité, ce qui est notre responsabilité souveraine et notre obligation en tant qu'institution militaire. La discipline et le professionnalisme doivent être les principes directeurs de nos forces. Je pense que la qualité de la sécurité dépend de celui qui la fournit.

ADF : En tant que commandant de l'Armée de terre des BDF, comment évaluez-vous le niveau de coopération de vos partenaires régionaux ? À quel degré cette coopération est-elle essentielle à la sécurité régionale ?

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Je pense que le fait qu'ils aient convenu d'entreprendre la mission [de SAMIM] et le fait que le pays hôte ait convenu d'accepter la mission, démontrent par là-même qu'il y a coopération. Malheureusement, nous ne pouvons pas contribuer au même degré, parce que nous affrontons des défis différents. Une chose à noter, c'est que nous avons effectué la mission dans l'ombre de Covid-19, qui a endommagé durement nos économies, et pour moi toute contribution est suffisante. Il y a des pays qui ont contribué avec des forces. Il y en a qui ont contribué avec des ressources. Il y en a qui ont contribué seulement avec des officiers d'état-major, et non pas des forces en attente ou des forces formées, et il y en a qui ont contribué avec une assistance en matière de renseignement, et ceux qui ont contribué moralement. Je pense qu'ils ont tous contribué. Si vous considérez le nombre d'acteurs, c'est plus de 50 % des membres. Pour moi, c'est un succès pour une première mission de ce type.

ADF : Nous vivons dans un monde qui évolue sans cesse du point de vue technologique. Comment les BDF tirent-elles profit de la technologie militaire dans leur formation et pendant leur déploiement ?



GÉNÉRAL BARWABATSILE : Je pense que nous œuvrons dans ce sens. Notre effort vise à avoir une force opérationnelle modeste mais agile et efficace, et ceci peut seulement être accompli en maîtrisant la technologie. Il n'y pas d'autres façons de le faire et nous devons continuer à aller dans cette direction. Dans l'opération actuelle dont nous parlions, bien que nous ayons des troupes de combat, nous avons aussi la capacité RSR qui était un catalyseur et un multiplicateur de force parce qu'elle nous donnait les renseignements et la reconnaissance nécessaires, la détection nécessaire dont nous avons besoin. Ce sont quelques-uns des domaines que nous avons essayés de maîtriser avec la technologie, et je crois que nous continuerons à le faire, en particulier dans le domaine des drones/UAV.

ADF : Dans quelle mesure l'Armée de terre des BDF utilise-t-elle des drones, et cette utilisation a-t-elle enregistré des succès ?

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Nous employons les drones dans le cadre des responsabilités RSR. Là où nous les avons utilisés, cela a été avantageux. Mais nous devons bâtir davantage sur cette capacité. Elle est très limitée. Je pense que le théâtre du Cabo Delgado au Mozambique a démontré son besoin et pour nous précédemment, même avec nos antécédents anti-braconnage, ceci a montré la nécessité et le besoin de les avoir. Nous ne pouvons pas avoir des soldats partout, mais

si vous avez la technologie, vous pouvez combler ces lacunes.

ADF : Qu'envisagez-vous pour l'avenir de l'Armée de terre des BDF ? Que voyez-vous au cours des quelques prochaines années pour votre force ?

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Les brigades sont fondamentales, elles sont à la base de l'armée de terre. Et ce sont celles qui ont été engagées que nous devons cristalliser et équiper. Nous ne pouvons pas les équiper complètement mais nous devrions les équiper au niveau de leurs capacités, et nous pouvons créer des capacités qui peuvent nécessiter des entreprises nationales ou multinationales. Nous devrions être capables de nous préparer pour cela.

ADF : Souhaitez-vous ajouter quelque chose d'autre ?

GÉNÉRAL BARWABATSILE : Je pense que ce que je peux ajouter, c'est simplement le besoin d'assurer que nous ayons du professionnalisme dans toutes ces sphères, toutes ces sphères au sein de l'armée de terre, et d'assurer la protection de la force. La protection de la force est cruciale parce que, étant donné l'expérience de la SAMIM, sans protection de la force en termes d'équipement que nous donnons à nos soldats, nous aurions pu perdre plus que ce que nous avons perdu. Puisqu'il y avait une protection de la force, nous avons réussi à sauver des vies. □

Des soldats participant à la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique se préparent à monter à bord d'un hélicoptère pour une opération.

SAMIM



COMPACTS, ÉCONOMIQUES ET **DANGEREUX**

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES



ILLUSTRATION D'ADF



Les drones peuvent améliorer les missions à un coût faible mais sans lignes directrices, ils peuvent exacerber l'insécurité

EN 2021 lorsque l'été faisait place à l'automne, le gouvernement éthiopien s'est retrouvé dans une situation inconfortable contre les rebelles tigréens sécessionnistes qui venaient de capturer les localités de Dessie et Kombolcha dans la région voisine de l'Amhara.

Les victoires stratégiques ont amené les forces du Front de libération du peuple du Tigré à environ 400 km au Nord de la capitale d'Addis-Abeba. Elles ont aussi transformé les rebelles en sujet de préoccupation principal pour les officiels du gouvernement.

Le ministre de la Justice Gedion Timothewos a déclaré dans une conférence de presse en novembre 2021 à Addis-Abeba, selon le magazine *The National Interest* : « Notre pays fait face à un danger grave menaçant son existence, sa souveraineté et son unité. Nous ne pouvons pas écarter ce danger avec les systèmes et procédures habituels de mise en application des lois. »

En plus de déclarer un état d'urgence, le gouvernement a compilé un registre d'armes appartenant aux personnes privées résidant à Addis-Abeba, et il leur a dit qu'ils pourraient être appelés à défendre la ville contre des attaques.

Mais un mois plus tard, une contre-offensive a reconquis Dessie et Kombolcha pour le gouvernement. On signale qu'un facteur de ce succès était l'emploi de drones économiques fabriqués en Chine, en Iran et en Turquie. Les actualités de l'époque n'ont pas fourni de détails importants concernant la fréquence d'utilisation des drones, mais lorsqu'un nouveau conflit a émergé, l'emploi des drones par l'Éthiopie est devenu plus évident.

En 2023, les rebelles de l'Amhara qui se battaient aux côtés des Tigréens entre 2020 et 2022, ont continué à lutter après la signature d'un accord entre les chefs du Tigré et le gouvernement pour mettre fin à la guerre. Quelques mois plus tard, l'Éthiopie utilisait des drones contre ces rebelles, avec des résultats létaux.

Un prêtre de l'Église orthodoxe éthiopienne a dit à l'agence de presse *The New Humanitarian* qu'une attaque de drone survenue le 19 février 2024 avait laissé au point d'impact « de nombreuses parties du corps des morts, des



Les drones, même ceux de petite taille, peuvent être équipés d'une caméra à des fins de surveillance et pour faciliter le ciblage des adversaires. ISTOCK

cadavres intacts et des survivants qui avaient perdu des membres et gémissaient de douleur. »

Un drone éthiopien en survol avait ciblé un camion Isuzu près de Sasit, localité de l'État Amhara. Des témoins ont dit que le camion revenait d'une cérémonie de baptême et qu'il pouvait transporter jusqu'à 50 personnes. La frappe de drone a tué au moins 30 civils et blessé 18, selon *ReliefWeb*.

D'autres reportages médiatiques indiquent qu'un drone a oblitéré une ambulance qui se rendait à un hôpital de Wegel Tena.

L'Éthiopie est l'un de plusieurs pays africains qui emploient des drones, appelés parfois véhicules aériens sans humain à bord (UAV). Les types de drone varient en fonction de la taille, l'objet et l'origine. Mais ils ont une chose en commun : il n'existe pas de règles particulières pour l'emploi des drones de façon responsable dans les combats ou le contre-terrorisme. Ceci fait courir aux civils un risque de mort ou de blessure ; en outre, les gouvernements n'ont pas de principes directeurs unifiés pour l'emploi continu des drones.

LES PROMESSES ET LES PÉRILS

Les drones hantent les cieux au-dessus des conflits africains depuis plus d'une décennie. La force multinationale de l'Union africaine en Somalie a commencé à employer

des drones de coût réduit en 2015 à des fins de renseignement, surveillance et reconnaissance, selon le Small Wars Journal. Les forces de maintien de la paix des Nations unies ont utilisé des drones en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Mali. Leur utilité est évidente.

Christopher Fabian, conseiller principal de l'Unicef en matière d'innovation, a déclaré à l'Inter Press Service en 2022 que « la promesse des drones est vraiment phénoménale ». Ils peuvent aider le personnel humanitaire de trois façons : ils peuvent premièrement relayer l'infrastructure rompue ou absente pour transporter de petites charges. Deuxièmement, ils peuvent fournir des données et des visualisations des sites de catastrophe pour identifier les dommages et les victimes potentielles. Troisièmement, ils peuvent étendre la connectivité Wi-Fi aux camps de réfugiés et aux écoles pour leur fournir un accès à l'Internet.

M. Fabian déclare : « Le matériel n'enfreint pas de lui-même les droits de l'homme. C'est le personnel qui utilise ce matériel. » Ceci a été confirmé maintes fois sur le continent. Deux frappes de drone en mars 2024 dans le village d'Amasrakad au Mali ont provoqué la mort de

treize femmes et enfants. Plus de douze autres ont été blessés, selon Amnesty International. Un communiqué de l'armée malienne a déclaré que les frappes « ont contribué à neutraliser de nombreux terroristes et certains de leurs véhicules ». Les habitants locaux ont nié cette allégation.

Deux jours plus tard, une frappe de drone dans les faubourgs de Mogadiscio (Somalie) a tué près de 25 personnes et blessé 21. Sa responsabilité demeure incertaine mais des sources de sécurité anonymes ont déclaré au Washington Post qu'un drone turc était impliqué. La Turquie, alliée du gouvernement fédéral de Somalie, possède sa plus grande base militaire à l'étranger à Mogadiscio. Le Washington Post a déclaré à propos de l'attaque en Somalie : « Il est probable que ces récits susciteront des craintes que la prolifération des drones ne provoque une très forte hausse de victimes civiles, avec peu de prise de responsabilité. »

Abdisalam Guled, ancien directeur adjoint de l'agence nationale du renseignement et de la sécurité de Somalie, a dit à Bloomberg en mars 2024 : « Les drones disponibles sur le marché et acquis par les gouvernements nécessitent plus de responsabilité et l'adoption de lois pour protéger les civils. C'est un nouveau marché, une nouvelle



Un drone a détruit un char d'assaut entre Mersa et Libso dans la zone de Semien Wollo (Éthiopie).





Ci-dessus : Le drone d'attaque CH4 fabriqué en Chine a été utilisé en République démocratique du Congo.

Les combattants du gouvernement d'entente nationale basé à Tripoli (Libye) préparent des drones à Syrte. Les drones munis de caméra ont aidé les forces à repérer les emplacements de l'État islamique.



industrie et un nouveau type d'arme, mais il doit s'accompagner de davantage de responsabilité. »

DES TYPES ET DES EMPLOIS VARIÉS

Les drones sont classés en trois catégories principales, selon « The Drone Databook » de Dan Gettinger, fondateur du Centre pour l'étude des drones à Bard College (actuellement inactif).

- Les drones de **classe I** pèsent moins de 150 kg, leur temps de vol est entre une et trois heures à la fois et ils ont un rayon d'action maximum d'environ 80 km. Ils peuvent transporter des charges utiles jusqu'à 5 kg à une vitesse maximale de 100 km/h. Ils peuvent être des véhicules à voilure fixe ou tournante, et ils sont typiquement lancés à la main ou à l'aide d'un rail pneumatique. La plupart des drones de classe I sont utilisés à des fins de reconnaissance et de surveillance.
- Les drones de **classe II** ont un temps de vol de dix heures et un rayon d'action maximum entre 100 et

200 km. Ils peuvent transporter des charges utiles jusqu'à 70 kg. Leur vitesse de pointe est 200 km/h. Ils peuvent avoir une voilure tournante ou fixe et peuvent nécessiter une courte piste d'envol pour être lancés. Ils peuvent transporter un équipement de détection, ciblage et communication, ainsi que certaines munitions légères.

- Les drones de **classe III** ont un temps de vol de plus de vingt-quatre heures. Ils peuvent transporter une charge utile de plusieurs centaines de kilos et se déplacer à 300 km/h ou plus. Leur rayon d'action peut dépasser plusieurs milliers de kilomètres. Ils ont une voilure tournante ou fixe ; ceux qui ont une voilure fixe nécessitent une piste d'envol. Ils volent à des altitudes intermédiaires ou hautes pendant de longues périodes, et certains sont employés pour les attaques létales et dans les combats.

Les pays africains qui souhaitent une capacité militaire économique ont acquis des drones auprès d'entreprises



Drone Bayraktar TB2 fabriqué en Turquie

telles que Baykar en Turquie et l'Aviation Industry Corp. de Chine au cours des cinq dernières années, selon Bloomberg. Pendant cette période, les décès civils dus aux drones et aux frappes aériennes sont passés de 149 en 2020 à 1.418 en 2023.

Nate Allen, professeur associé au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), déclare à Bloomberg : « Ce n'est pas une question de technologie, c'est la façon dont ils sont utilisés, et nous constatons des modes d'utilisation selon lesquels ils font énormément de mal aux civils. »

COMMENT AFFRONTER LA PROLIFÉRATION

Plus du tiers des armées du continent ont acquis des drones et beaucoup de militants non étatiques essaient aussi de les acquérir.

Dans un article de 2023 intitulé « Turning off autopilot: Addressing the proliferation of unmanned systems in Africa's conflict zones » [Arrêter l'autopilote : faire face à la prolifération des systèmes sans humain à bord dans les zones africaines de conflit] pour le Security Institute for Governance and Leadership in Africa à l'université Stellenbosch d'Afrique du Sud, le Dr Allen écrit : « En plus d'intégrer les UAV dans leurs arsenaux et leurs concepts opérationnels, les gouvernements africains ont besoin de déployer de toute urgence des efforts régionaux et mondiaux pour régir leur propagation et parvenir à un consensus concernant leurs normes d'utilisation. »

L'utilisation des drones augmente rapidement parce que de nombreux conflits africains engagent des forces qui ont des moyens limités et qui luttent sur de grandes distances. Le Dr Allen écrit que cinq facteurs poussent la prolifération :

- Les avancées technologiques ont rendu les drones plus faciles à utiliser et capables de recevoir et recueillir plus de données.
- Ces innovations permettent aux drones de compléter ou de remplacer les ressources telles que les avions, les satellites et autres systèmes.
- À mesure que la technologie avance, les coûts baissent fortement. Les UAV pouvaient coûter auparavant des centaines de millions de dollars. Maintenant, un drone d'attaque Shahed iranien « coûte aussi peu que 20.000 dollars pour le fabriquer et jusqu'à 500.000 dollars pour l'abattre », écrit le Dr Allen. D'autres drones plus petits

LES DRONES ET LE DROIT HUMANITAIRE INTERNATIONAL

PERSONNEL D'ADF

LES drones présentent des avantages et des défis pour les forces de sécurité. Ils permettent de livrer à distance une force létale, ce qui peut protéger les forces de sécurité et sauver des vies. Toutefois, certains craignent que ces avantages n'abaissent le seuil de l'emploi des drones, en mettant ainsi les personnes en danger et évoquant des questions de responsabilisation.

Le droit humanitaire international (DHI) ne mentionne pas spécifiquement l'emploi des drones, mais les règles générales du DHI sont en vigueur, selon l'Appel de Genève. Le DHI régit les armes, les systèmes d'armement et les plateformes. Les drones sont une plateforme qui a le potentiel de livrer des armes. « Donc l'utilisation des drones armés comme moyen et méthode de guerre est réglementée par les règles du DHI régissant la conduite des hostilités, c'est-à-dire les principes de distinction, proportionnalité et précautions dans les attaques, ainsi que l'interdiction des attaques indiscriminées », déclare

un rapport de 2020 de l'Appel de Genève.

La **distinction** exige que les belligérants d'un conflit engagent uniquement les cibles militaires, qu'elles soient des personnes ou des objets.

La **proportionnalité** exige que, lorsqu'une cible légitime est engagée, les dommages collatéraux ne soient pas excessifs par rapport à l'avantage militaire anticipé de l'attaque.

Des **précautions** doivent être prises pour assurer la distinction et la proportionnalité, par exemple la vérification que les cibles ne sont pas civiles.

Les forces de sécurité doivent éviter les attaques indiscriminées, c'est-à-dire les attaques qui ne sont pas dirigées contre des cibles militaires et celles « entreprises avec des moyens ou des méthodes de guerre qui ne peuvent pas être dirigés contre des objectifs militaires ou dont les effets ne peuvent pas être limités, comme requis par le DHI. »



Une maquette du drone de combat iranien Shahed 149 Gaza est exposée dans un salon de l'industrie de la défense.

peuvent coûter seulement 450 dollars et détruire un char d'assaut.

- Ces coûts faibles ont permis à plusieurs entreprises et pays, tels que l'Iran, Israël, l'Afrique du Sud et la Turquie, de s'établir sur le marché mondial.
- Alors que la technologie avance et s'adapte, il est probable que les drones deviendront plus répandus sur le continent.

« Alors même qu'ils cherchent à acquérir des UAV, il est impératif que les gouvernements africains prennent des mesures pour atténuer les risques, les externalités négatives et les conséquences de la prolifération des UAV, écrit le Dr Allen. Dans certains cas, leur prolifération peut être utile aux réseaux criminels et aux groupes terroristes plus qu'aux acteurs étatiques, ce qui rend nécessaire de prendre des mesures pour surveiller et limiter leur emploi près de certaines zones et installations stratégiques. »

Les risques incluent les dommages collatéraux des civils lors des frappes militaires et le manque de protection légitime de la vie privée lorsque les drones sont employés aux fins de surveillance ou de collecte des renseignements. Les pays doivent s'assurer que la surveillance par drone soit conforme aux règles de protection des données et définir des consignes éthiques pour les circonstances de leur utilisation.

UTILISATION PAR LES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Amade Miquidade, ministre de l'Intérieur du Mozambique à l'époque, a décrit à des chaînes médiatiques en mai 2021 comment les extrémistes de la province du Cabo Delgado utilisaient des drones pour

le ciblage de précision. En Somalie, les entrepreneurs de la sécurité disent que les chebabs ont employé des drones pour la surveillance, selon « Drones and Violent Nonstate Actors in Africa » [Les drones et les violents acteurs non étatiques en Afrique], un article de Karen Allen pour le CESA.

On anticipait que le marché des drones de 2024 aurait une valeur de 43 milliards de dollars en Afrique. La croissance devait inclure l'emploi humanitaire, la sécurité maritime et les patrouilles frontalières, selon elle. Toutefois, un autre secteur probable de croissance offre à parts égales des promesses et des dangers : les amateurs et les drones en vente libre.

Les smartphones, que certains militants utilisent déjà pour faire détoner les engins explosifs improvisés, peuvent aussi piloter des drones. Étant donné les rapports sur les groupes non étatiques qui utilisent de petits drones au Nord du Mozambique, les menaces potentielles sont évidentes.

L'experte sud-africaine de la sécurité Jasmine Opperman a déclaré à Karen Allen : « Si nous considérons la facilité avec laquelle [les insurgés] obtiennent des armes et planifient des attaques contre les forces armées, je ne sous-estimerai jamais la possibilité qu'ils commencent à utiliser des capacités technologiques plus avancées, y compris les drones. Si vous pouvez passer des centaines de téléphones portables par les routes de contrebande illégale, qu'est-ce qui les empêche d'amener des drones ? » □



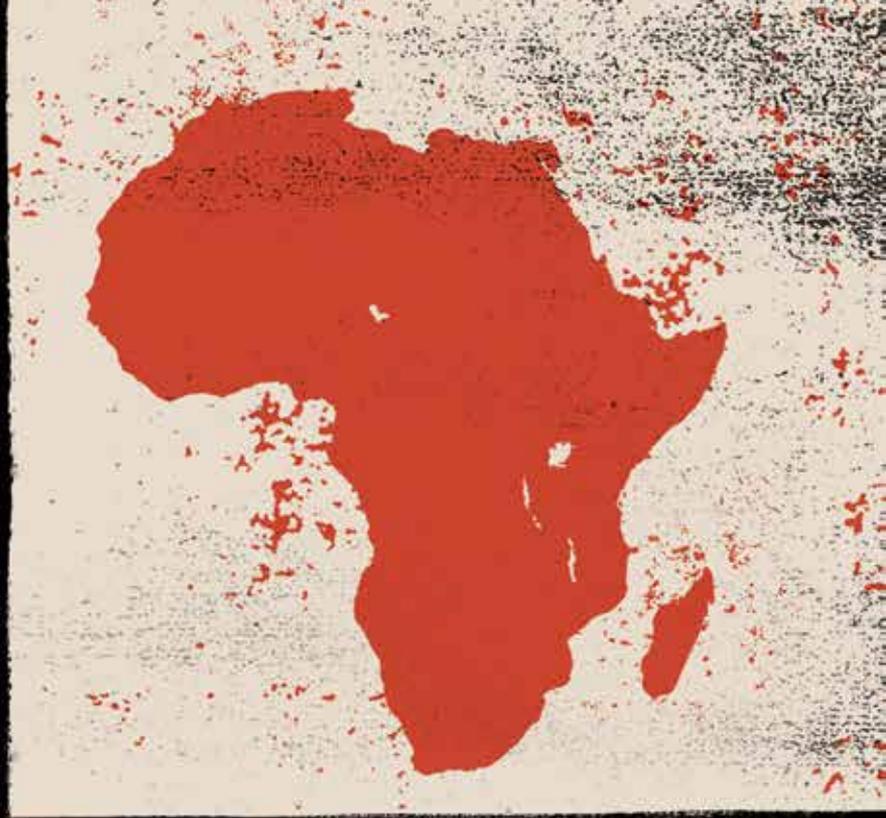
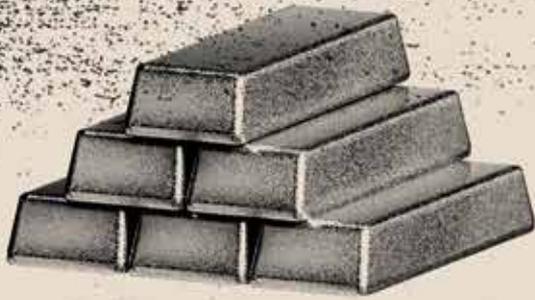
L'ENTRÉE DANS LA PARTIE PROFONDE DE LA FORMATION MARITIME

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR LE PREMIER MAÎTRE ARIF PATANI/MARINE DES ÉTATS-UNIS

Les participants à l'exercice Cutlass Express 2024 plongent dans une piscine pour suivre une formation de plongée à Victoria (Seychelles) le 29 février 2024. Onze forces navales africaines ont participé à cet exercice parrainé par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et hébergé par Djibouti, le Kenya et les Seychelles. L'objet de l'exercice est d'améliorer la sensibilisation au domaine maritime et la collaboration, ainsi que le renforcement des capacités des pays pour combattre la piraterie et la pêche non réglementée. La première semaine concernait des sessions en salle de classe sur la dissuasion des crimes en mer. La deuxième semaine s'est concentrée sur les soins aux victimes des combats tactiques, le tir de précision, les manœuvres en

mer et les techniques de combat rapproché. Les participants ont aussi observé les activités du Centre des opérations de coordination régionale des Seychelles. Le centre lutte contre les crimes en mer avec le soutien des membres régionaux : Comores, Djibouti, France (au nom de l'île de la Réunion), Kenya, Madagascar, Maurice et Seychelles. Le général de brigade Michael Rosette, chef des Forces de défense des Seychelles, a déclaré : « Cet exercice montre notre engagement mutuel et inébranlable pour assurer la sûreté et la sécurité maritime dans la région. C'est grâce à de telles initiatives et interactions que nous continuons à améliorer notre interopérabilité et forger des liens plus robustes avec tous nos amis partenaires de la région. »





DES FRAIS CACHÉS



ILLUSTRATION D'ADF

LES SERVICES RENDUS PAR LES MERCENAIRES RUSSES DE L'AFRICA CORPS CONDUISENT À L'EXPLOITATION ET L'INSTABILITÉ

PERSONNEL D'ADF

A lors que le groupe Wagner de Russie étend sa portée en Afrique, avec des promesses de sécurité et de soutien aux chefs autoritaires, les pays qui avaient invité les mercenaires souffrent d'une hausse d'exploitation, violence et instabilité.

Du Soudan en 2017 au Burkina Faso en janvier 2024, la formule du groupe est simple : cibler les régimes autoritaires précaires, promettre de protéger leur souveraineté, puis lancer une campagne d'exploitation lucrative qui évoque le colonialisme, même selon l'admission du gouvernement russe.

Jack Watling, expert de la guerre terrestre au Royal United Services Institute (RUSI), a déclaré à la BBC : « Le récit promu par la Russie est de dire que les états occidentaux poursuivent une attitude fondamentalement coloniale. C'est très ironique parce que l'approche russe, qui consiste à isoler ces régimes, capturer leurs élites et extraire leurs ressources naturelles, est tout à fait coloniale. »

Le Dr Watling a co-écrit pour l'institut un rapport en février 2024 intitulé « La menace de la guerre non conventionnelle de la Russie au-delà de l'Ukraine, 2022 à 2024 ». Cet article explique comment les mercenaires russes font avancer les intérêts de Moscou en Afrique aux dépens des pays du continent et de leurs anciens alliés.

Wagner, rebaptisé aujourd'hui l'« Africa Corps », se rapproche des dirigeants autoritaires et leur promet ce que le rapport de RUSI appelle une « trousse de survie de régime ». La Russie fournit le soutien militaire, la formation, les services de sécurité et les agents politiques pour obtenir un soutien local à l'aide de campagnes de désinformation élaborées.

En échange, la Russie revendique des droits d'extraction favorables pour le pétrole et le gaz naturel en Libye,

l'or et le lithium au Mali, l'or au Soudan et l'uranium au Niger. De tels accords améliorent les finances du gouvernement russe tout en gardant les ressources d'énergie hors des mains des puissances occidentales telles que la France, qui dépend de l'uranium pour ses centrales nucléaires.

Le rapport de RUSI déclare : « Il en résulte que les partenaires de sécurité de la Russie gagnent initialement une capacité souveraine grâce aux mercenaires russes et à la sécurité personnelle à moyen terme. Toutefois, ils deviennent aussi dépendants et ils commencent à perdre accès aux autres fournisseurs de sécurité. À moyen ou long terme, les concessions économiques exigées par la Russie risquent de créer une relation extrêmement inégale dans laquelle Moscou extrait beaucoup plus qu'il n'offre. »

On avait cru longtemps que les mercenaires de Wagner étaient séparés, hors du contrôle du gouvernement russe,



Evgueni Prigojine, proche du président russe Vladimir Poutine, dirigeait le groupe Wagner jusqu'à sa mort mystérieuse en 2023 après une rébellion avortée. THE ASSOCIATED PRESS





mais le rapport de RUSI infirme la notion que le groupe Wagner ait jamais été une simple société militaire privée. En fait, le ministère de la Défense russe a financé Wagner directement et par des contrats qui ont dépassé 10 milliards de dollars entre 2014 et 2023.

« Uniquement entre mai 2022 et mai 2023, la Russie a dépensé environ 1 milliard de dollars pour les salaires et la rémunération des combattants de Wagner. » Ceci représente 77 % de ce que la Russie a dépensé pour son système national de santé en 2022.

« Le “groupe Wagner” n’a jamais existé en tant qu’entité officielle. Les combattants étaient employés par diverses sociétés. Mais Wagner est devenue de toute façon l’identité de marque du personnel. » La connexion entre ses diverses opérations était Evgueni Prigojine, acolyte du président russe Vladimir Poutine, qui dirigeait l’organisation.

« Moscou a suivi le modèle consistant à se parachuter pour soutenir des dirigeants politiquement isolés faisant face à des crises, dans des pays régionalement essentiels, souvent avec des ressources naturelles abondantes. Ces dirigeants sont alors endettés auprès de la Russie, qui assume le rôle d’agent influent régional. »

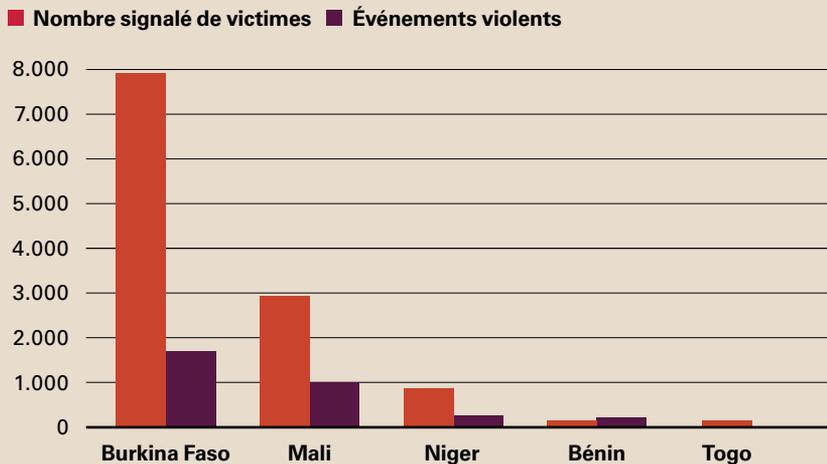
~ Joseph Siegle et Daniel Eizanga du CESA

Depuis que les mercenaires ont combattu en Syrie et en Ukraine, puis sont passés en Afrique, « Moscou a suivi le modèle consistant à se parachuter pour soutenir des dirigeants politiquement isolés faisant face à des crises, dans des pays régionalement essentiels, souvent avec des ressources naturelles abondantes », selon un article de 2021 de Joseph Siegle et Daniel Eizanga pour le Centre d’études stratégiques de l’Afrique (CESA). « Ces dirigeants sont alors endettés auprès de la Russie, qui assume le rôle d’agent influent régional. »

Après le décès de M. Prigojine dans un accident d’avion mystérieux en août 2023, deux mois après avoir conduit, puis arrêté, une avancée mutine vers Moscou, la Wagner

Des sympathisants du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie du Niger brandissent le drapeau national (à droite) et un drapeau portant le logo du groupe Wagner de Russie en septembre 2023. AFP/GETTY IMAGES

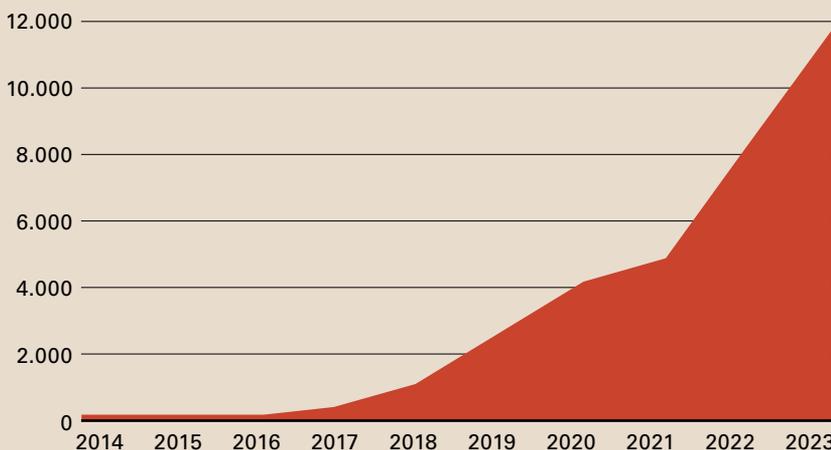
Violence des groupes militants islamistes au Sahel en 2023



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique ; données du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data)

Le nombre estimé de victimes liées à la violence islamiste militante au Sahel, qui s'élève à 11.643, est un record pour toutes les régions depuis 2015.

Nombre de victimes liées aux groupes islamistes militants au Sahel



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique ; données du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data)

a été rebaptisée Africa Corps. Remarquablement, le groupe a été incorporé au ministère de la Défense de Russie.

Ce changement est important parce qu'il retire le couvert d'un intérêt commercial privé et, ce faisant, le déni plausible de Moscou pour les excès des mercenaires tels que les exécutions des civils et autres atrocités documentées.

Aujourd'hui, le groupe paramilitaire Africa Corps promet une série de services de sécurité tout en préservant un « niveau gérable d'instabilité » afin de préserver les contrats « en permettant à son réseau de sociétés de continuer leur pillage extractif des économies africaines », selon un article de février 2024 par le Dr Mohammed Issam Laaroussi pour Eurasia Review.

UNE GAMME DE SERVICES

Les services de l'America Corps sont désormais administrés par l'organisation de renseignement russe appelée GRU et offrent aux clients des mercenaires une « trousse de survie de régime ». Dans certains cas, l'approche promet aux dirigeants une protection personnelle. Les mercenaires de Wagner offrent au président de la République centrafricaine de tels services de sécurité depuis des années. Les contrats fournissent une protection économique et politique contre les réactions négatives internationales des organismes tels que les Nations unies. En outre, le pays hôte reçoit une offre de formation militaire et d'assistance pour combattre les groupes extrémistes.

Pour renforcer la souveraineté nationale des gouvernements, les mercenaires fournissent un soutien politique intérieur grâce à une série de services médiatiques et de propagande sophistiqués. Des stations de radio, des réseaux sociaux et même des manifestations publiques artificielles, le tout garni de drapeaux russes, œuvrent pour renforcer la crédibilité du gouvernement aux yeux de ses citoyens.

Toutefois, des cas documentés de massacres, exécutions et abus des civils ont été notés en rapport avec



Le président russe Vladimir Poutine accueille le président Ibrahim Traoré du Burkina Faso lors de leur réunion à Saint-Pétersbourg (Russie) en juillet 2023.

GETTY IMAGES

les mercenaires russes au Sahel et au-delà. Ceci éloigne les pays hôtes des autres partenaires militaires d'une façon qui « pourrait ne pas être pleinement appréciée au début de l'accord de coopération », selon le rapport de RUSI.

« Les objectifs russes sont assez simples : tuer les opposants aux régimes dans les pays ayant des juntes militaires ou des dirigeants autoritaires et obtenir de l'or en compensation auprès des chefs d'état terrifiés qui ne sont que trop disposés à s'en défaire », écrit Dan Whitman dans une analyse pour Eurasia Program.

UN MANQUE DE SÉCURITÉ

Malgré la vente de la promesse de sécurité par les mercenaires russes, y compris l'aide pour combattre les militants d'Al-Qaïda et de l'État islamique, les pays du Sahel n'ont constaté aucune amélioration au cours des dernières années. En fait, ce serait plutôt le contraire.

Un rapport de janvier 2024 par le CESA montre que les décès dus à la violence des militants islamistes ont augmenté de 20 % entre 2022 et 2023. Le Sahel, où les mercenaires russes ont été actifs, a constaté une augmentation de décès de 43 % pendant cette période.

Le nombre de victimes, estimé à 11.643, lié à la violence islamiste militante au Sahel est le plus élevé depuis 2015, selon le rapport.

Le nombre de morts liés aux groupes islamistes militants au Burkina Faso était égal à 67 % de tous les décès du Sahel en 2023, soit plus du double du nombre enregistré en 2022. Pour la troisième année consécutive, le pays était en tête de la région pour la violence extrémiste. Le

Mali enregistrait 34 % de la violence islamiste militante dans la région.

Human Rights Watch (HRW) a déclaré en mars 2024 que les mercenaires avaient aidé les soldats maliens à conduire des frappes de drone et des descentes qui avaient tué des civils, y compris des enfants.

Ilaria Allegrozzi, chercheuse principale du Sahel pour HRW, a déclaré : « Le gouvernement militaire de transition du Mali, soutenu par la Russie, non seulement commet des abus horribles, mais il s'efforce d'éliminer tout examen de la situation sur les droits humains. »

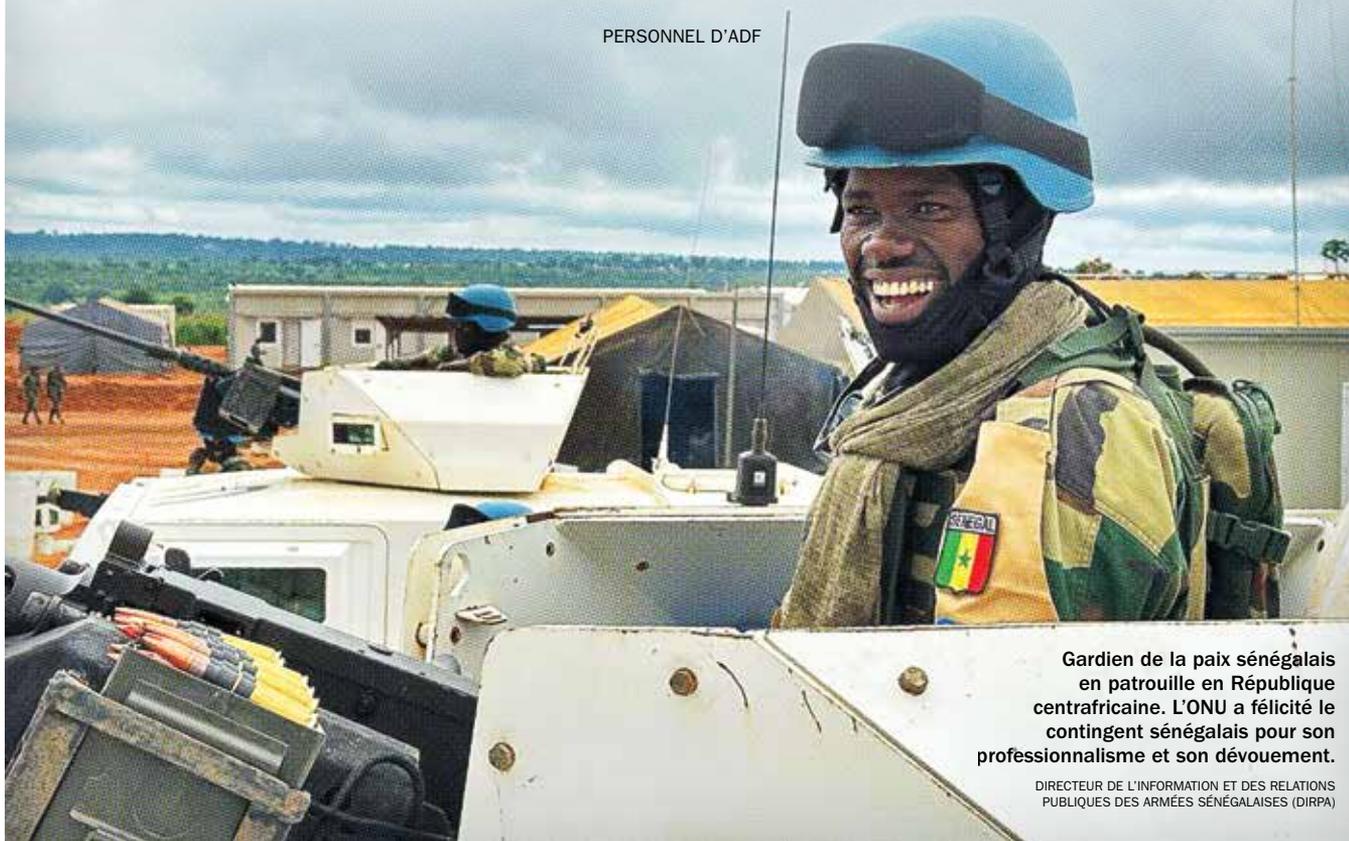
Au cours des dix dernières années, les extrémistes islamistes ont tué des centaines de civils, commis des actes de violence sexuelle, utilisé des engins explosifs improvisés et imposé des exigences religieuses strictes aux communautés. Maintenant qu'une mission de maintien de la paix des Nations unies et d'autres forces internationales sont parties, peu de personnes pensent qu'elles peuvent dénoncer les atrocités en toute sécurité. Les résidents signalent une violence brutale commise par les soldats maliens et leurs alliés russes.

Le 23 janvier 2024 dans le village de Nienanpela, les soldats maliens et les mercenaires russes ont exécuté un homme de 75 ans, selon un rapport de HRW. Un habitant de ce village a déclaré : « Quoi que nous choissions, c'est mauvais ; où que nous allions, nous faisons face à la souffrance. Les djihadistes sont brutaux et ont imposé leur version de l'Islam sur nous, mais les soldats et [les combattants de] Wagner qui sont censés nous protéger, ils ne font que tuer, piller et brûler. » □

UN BASTION DE PROFESSIONNALISME

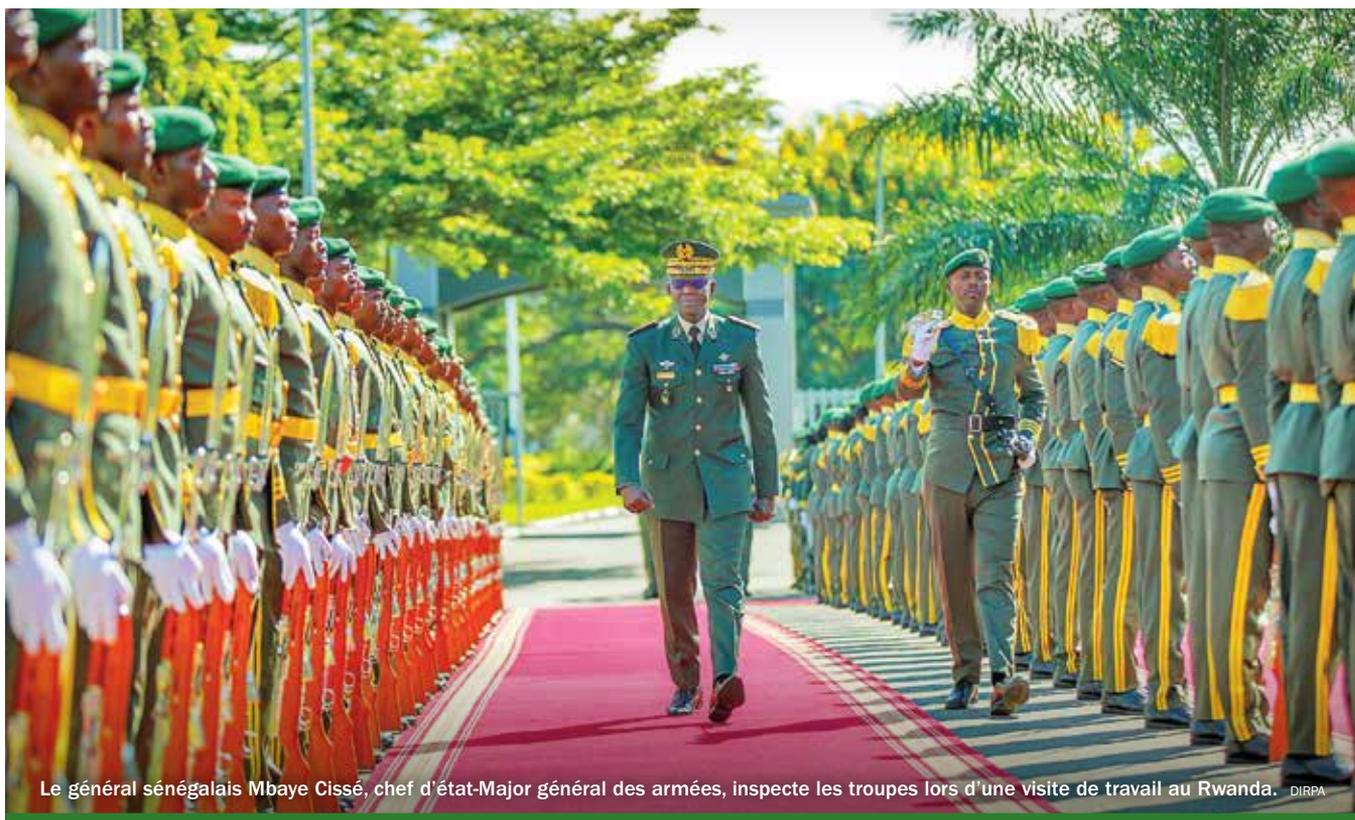
Alors que les coups d'État se multiplient en Afrique de l'Ouest, l'armée sénégalaise reste fidèle à ses principes fondamentaux

PERSONNEL D'ADF



Gardien de la paix sénégalais en patrouille en République centrafricaine. L'ONU a félicité le contingent sénégalais pour son professionnalisme et son dévouement.

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES DES ARMÉES SÉNÉGALAISES (DIRPA)



Le général sénégalais Mbaye Cissé, chef d'état-Major général des armées, inspecte les troupes lors d'une visite de travail au Rwanda. DIRPA

L'été 2023 était une période de tension au Sénégal. Les rues de Dakar étaient bondées de manifestants et les Forces armées s'étaient exceptionnellement déployées dans la capitale pour maintenir l'ordre. Avec des pneus incendiés, des voitures blindées au coin des rues et des soldats sur les barricades, on écrivait que le pays était « assis sur un volcan ».

À l'approche des élections présidentielles, on voulait des deux côtés des débats politiques que l'armée prenne une attitude plus active. On lui demandait de plus en plus fort de choisir un côté : soutenir le mouvement d'opposition ou soutenir Macky Sall, le président sortant, et son parti.

Avec un geste de défi, les Forces armées du Sénégal (FAS) ont déclaré qu'elles ne s'impliqueraient pas dans la politique qui secouait le pays. Le colonel Moussa Koulibaly, directeur de l'information et des relations publiques, déclara : « L'État-major général des armées invite les acteurs politiques de tous bords et la société civile à tenir l'Armée nationale hors du débat politique pour l'intérêt de la Nation. Celle-ci a l'intention de conserver son attitude républicaine et se dédier à ses missions souveraines. »

Dans une interview de Jeune Afrique en juin 2023, un officier anonyme a déclaré que l'armée aiderait à chercher la paix mais qu'elle ne changerait pas sa posture apolitique. « [Le déploiement dans la capitale] était nécessaire pour faire baisser les tensions, mais maintenant elles ont baissé. Nous voulons rester à l'écart de ce qu'il en reste. La

politique pourrait nous nuire, mais nous espérons que cela ne se produira pas. »

Dans une région où les coups d'État militaires prolifèrent, le Sénégal est une anomalie. Depuis son indépendance en 1960, le pays n'a jamais subi de putsch. Il est l'un des premiers contributeurs de soldats aux missions de maintien de la paix des Nations unies dirigées par l'Afrique. Selon un sondage conduit par Afrobarometer, 83 % de la population a confiance dans les Forces armées du pays : c'est le pourcentage le plus élevé de tous les pays participant à l'étude.

« L'armée sénégalaise est une armée unique en Afrique, par son professionnalisme mais aussi par son sens républicain », déclare à L'Express le général français Bruno Clément-Bollée (à la retraite), qui a passé quasiment toute sa carrière sur le continent, et conseille aujourd'hui certains gouvernements en matière militaire. « C'est une armée républicaine qui respecte les règles et se conforme aux lois. »

Comment le Sénégal a-t-il réalisé cela ? Les experts déclarent que c'est grâce à l'histoire unique du pays et à ses fondateurs qui ont bâti un modèle durable de service à la nation. Toutefois, les observateurs avertissent que cette tradition sera en danger si elle n'est pas protégée de façon vigilante.

Un partenariat de géants

On se souvient de Léopold Sédar Senghor, président fondateur du Sénégal, poète qui fumait la pipe et homme de paix. Contrairement à de nombreux présidents



Des soldats effectuent un barrage routier pendant des manifestations à Dakar. Bien que les forces armées sénégalaises aient été déployées pour maintenir l'ordre, les soldats ont refusé d'intervenir dans la politique du pays, conformément à une tradition de longue date. REUTERS

fondateurs, il envisageait une démocratie constitutionnelle et sa présidence, bien qu'imparfaite, a établi la fondation des élections pluralistes.

En 1962, le jeune pays fait face à sa première crise politique. Le Premier ministre Mamadou Dia est empêtré dans une lutte pour le pouvoir avec M. Senghor. Lorsque M. Dia invoque ses pouvoirs exécutifs et ordonne aux soldats de barricader l'accès à l'immeuble de l'assemblée avant un vote, M. Senghor dénonce cela en tant que tentative de coup d'État et M. Dia est emprisonné.

Pendant toute la crise, M. Senghor conserve la loyauté de l'armée et possède une relation de travail particulièrement proche avec Jean Alfred Diallo, chef d'état-major général des armées.

Ce partenariat s'avère crucial. Le général Diallo est un ingénieur qui pense fermement que l'armée devrait être une force de soutien au développement. Ensemble, les deux hommes créent le concept de « l'armée-nation », selon lequel l'armée doit d'abord et avant tout servir la population à l'aide de projets de travaux publics et d'autres efforts pour améliorer la vie quotidienne des Sénégalais.

« Ils développent tous deux l'idée que l'armée devrait être un acteur séparé dans le développement économique et social, et qu'elle devrait participer à la construction du pays », selon l'historien Romain Tiquet qui étudie l'Afrique de l'Ouest.

Ce concept a été appliqué en 1964 dans un projet pilote au village de Savoigne, où les soldats et les jeunes conscrits du service national aident à construire un pont, des routes, des puits et des bâtiments et préparent la terre pour l'agriculture. Il se poursuit pendant toute l'histoire du pays. En 1968, le Sénégal établit une école médicale militaire pour former les médecins à répondre aux épidémies de maladie telles que le choléra et la fièvre jaune. En 1999, le pays crée un comité grâce auquel les chefs militaires peuvent

se réunir avec des membres du parlement, des agences gouvernementales, de la société civile et du secteur privé, pour décider des projets d'infrastructure à réaliser.

Le modèle de l'armée-nation oriente les forces armées vers ce que l'on appelle souvent la « sécurité humaine », a déclaré le général de brigade Ousmane Kane, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air. « La participation des "hommes en uniforme" dans les missions de développement a créé un lien robuste avec le peuple, dont la défense et la sécurité sont les raisons d'être du service dans les forces armées. »

Aujourd'hui, ce concept est profondément enraciné dans les FAS. Chaque année, les composantes des forces armées entreprennent des projets allant des travaux agricoles à la construction des écoles et de l'infrastructure publique et à la protection de l'environnement. L'armée ouvre ses installations médicales aux civils et organise des événements de santé publique. Elle n'est pas la première à répondre aux catastrophes nationales mais elle soutient en général les agences civiles.

L'éducation à la base

L'accent mis sur l'éducation militaire remonte à la fondation des FAS. En 1962, le président Senghor et le général Diallo ont augmenté les investissements d'éducation à près de 30 % du budget militaire. Le lieutenant-colonel Jahara Matisek de l'Armée de l'air des États-Unis, professeur au Naval War College américain, écrit : « Ce focus professionnalisé a aidé à établir une "enclave militaire" qui en a fait une composante robuste du développement sénégalais. »

Aujourd'hui, le Sénégal offre plusieurs opportunités d'éducation militaire professionnelle, depuis les recherches académiques jusqu'au niveau des collèges de commandement et d'état-major. L'École nationale des officiers d'active, académie militaire établie en 1981, accepte environ 100 cadets par an pour une formation de deux ans. Le Sénégal a créé le Centre des hautes études de défense et de sécurité pour les études de défense et de sécurité avancées en 2013 ; il offre des programmes de maîtrise en défense, paix, sécurité et sécurité nationale. En 2020, le pays a ouvert l'Institut de défense du Sénégal, qui possède un collège de commandement et d'état-major et un centre de développement de doctrine.

Le général Talla Niang (à la retraite), ancien sous-chef d'état-major général des armées du Sénégal, déclare que les officiers reçoivent typiquement cinq ou six ans d'éducation après le lycée. L'éducation se poursuit pendant toute leur carrière.

Le général Niang a dit au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) : « Dans l'armée sénégalaise, vous êtes toujours entraîné et formé pour un travail particulier avant d'être affecté à ce travail. De cette façon, vous savez comment effectuer le travail. »

Le Sénégal n'a pas encore de collège de la guerre, et ses capacités d'éducation militaire nationales sont limitées. Le colonel Matisek, qui a passé des années à étudier les forces armées du pays en interagissant avec les officiers sénégalais, déclare qu'il a découvert qu'ils reçoivent une formation



Les soldats sénégalais célèbrent après leur participation aux festivités de la Fête de l'indépendance à Dakar.

AFP/GETTY IMAGES



Les soldats sénégalais défilent pendant la 63ème Fête de l'indépendance du pays à Dakar. AFP/GETTY IMAGES

À gauche : Des soldats sénégalais participent à un séminaire à Thiès. Le pays met l'accent sur l'éducation militaire professionnelle afin de maintenir des normes élevées. DIRPA

provenant du monde entier, ce qui rend « difficile d'obtenir une cohérence dans la force ».

« Ils s'appuient toujours quelque peu sur d'autres pays et institutions pour une grande partie de leur éducation et leur formation. Ainsi, il existe une improvisation basée sur des doctrines différentes. Ils ont besoin de plus de capacité dans leur académie et leur collège d'état-major de niveau intermédiaire, et ils ont besoin d'aide pour établir un collège de la guerre pour que la majeure partie de leurs forces soit formée nationalement », déclare à ADF le colonel Matissek, en ajoutant que ses commentaires ne reflètent pas nécessairement le point de vue du gouvernement des États-Unis.

La force dans la diversité

De nombreuses armées nationales ne correspondent pas aux pays qu'elles servent. Les officiers supérieurs sont souvent des membres d'une ethnie ou d'un groupe religieux ayant des liens avec le président. Ce déséquilibre conduit à la rancœur et peut être une source de motivation pour les coup d'État.

Le Sénégal s'est efforcé de l'éviter. Le pays a une majorité musulmane mais affiche sa diversité ethnique, notamment les Wolofs, les Peuls, les Sérères, les Malinkés et autres. L'armée recrute dans tous les groupes.

Le général Niang déclare au CESA : « Ses soldats reflètent la composition ethnique et régionale du pays. Il existe une clé ou un registre qui montre cette composition : si nous disons que ce groupe ethnique représente 2 % de la population, nous retrouverons ces 2 % dans l'armée. Par conséquent, l'armée sénégalaise est comme un microcosme du Sénégal proprement dit. »

De même, le Sénégal n'a jamais créé de garde présidentielle permanente. Dans les pays où l'armée est dysfonctionnelle, ces unités recrutent des soldats fidèles au président et sont utilisées comme mécanisme pour le maintenir au pouvoir et réprimer la dissidence. Au Sénégal, des gendarmes sont affectés à la protection du président et sont remplacés tous les deux ou trois ans.

« Ceci veut dire que ceux qui gardent le président ne sont pas choisis par lui, il ne les connaît pas. La présidence est une institution. Le président ne choisit pas le chef de la garde présidentielle, déclare le général Niang à CESA. La garde présidentielle ne peut pas lancer un coup d'État au Sénégal, elle est moins équipée, ses effectifs ne sont pas suffisants, et ne sont pas suffisamment forts. »

Des promotions basées sur le mérite

Peu de choses nuisent plus au moral et à l'efficacité que les promotions basées sur le népotisme ou les



Les chefs militaires inspectent la construction d'une piste à l'aéroport de Thiès. Les Forces armées sénégalaises ont de longs antécédents de participation aux projets de développement. DIRPA

préférences ethniques. Le Sénégal possède des bureaux de promotion à tous les niveaux de ses forces armées, afin d'évaluer la qualification des candidats aux promotions. L'armée du Sénégal maintient un équilibre de 5 % d'officiers, 15 % de sous-officiers et 80 % de simples soldats. Le pays a aussi évité de gonfler les grades supérieurs de ses forces armées avec des officiers qui sont promus par favoritisme.

Le dirigeants du pays pensent que la méritocratie est essentielle pour bâtir des forces armées hautement performantes. Le général Birame Diop, ministre des Forces armées du Sénégal, déclare au CESA : « Si vous êtes promu sur la base des relations personnelles, vous pouvez obtenir le grade et le poste mais vous ne serez pas accepté ni considéré comme légitime aux yeux de vos pairs et de vos subordonnés. Et vous ne serez pas capable de donner des ordres à votre personnel pour qu'ils les exécutent sans hésitation ou plainte. Dans un système basé sur le mérite, certains ne seront pas toujours d'accord avec vous mais vous aurez la légitimité et la crédibilité nécessaires pour exercer votre autorité sur les personnes que vous commandez. »

À l'époque où il étudiait les forces armées sénégalaises, le colonel Matissek a découvert que les unités mettaient l'accent sur les caractéristiques de leadership grâce à un système officieux appelé « djobot ». Cette dynamique, dont la traduction approximative est « relations familiales », signifie que les soldats qui démontrent leur qualité de leadership sont traités comme un frère aîné ou même comme un père. Cette qualité de leadership auto-identifiée peut conduire à une promotion à un niveau officiel. Cela veut dire aussi que les unités sont auto-surveillées avec une culture de normes élevées et de professionnalisme.

« C'est l'élément informel de quelqu'un qui est respecté et considéré comme un bon chef qui prend soin

de ses soldats, dit-il. La perception est la réalité. Le djobot est utilisé pour décrire la façon dont ils vous évaluent pour votre mérite. »

Lorsque le colonel Matissek interfaçait avec des soldats à tous les niveaux des FAS, on lui a dit maintes fois que le professionnalisme et l'engagement envers les valeurs républicaines étaient une source d'orgueil qui était soigneusement protégée. Il pense que cela a aidé à isoler le pays contre la contagion des coups d'État qui déferlent sur le continent. Le colonel déclare à ADF : « Ils le prennent très au sérieux, le fait que "nous n'avons jamais eu de coup d'État et nous tenons à maintenir cela". Ils disent : "Il y a beaucoup de choses que nous faisons parmi nous-mêmes, de façon informelle, pour nous assurer que nous sommes d'accord pour faire en sorte de maintenir la tradition républicaine de non-interférence dans la politique nationale". »

Les anciens soldats savent que cette tradition doit être protégée. À mesure que le jour des élections se rapprochait en février 2024, le colonel parachutiste Seyni Cissé Diop (Er) a publié un éditorial de journal intitulé « Que Nenni ! » [Je pense que non !] Dans ce dernier, il a comparé l'armée sénégalaise à Ulysse, le héros de la mythologie grecque qui s'est attaché au mât de son navire pour éviter d'être attiré par le chant des sirènes. Le colonel déclare que les coups d'État et la corruption politique sont le chant des sirènes qui fait égarer les armées africaines. Il exhorte ses collègues militaires à se souvenir de leur fière tradition.

« Vous êtes héritiers des traditions de loyauté républicaine, écrit-il. Vous et votre institution survivrez à cette crise politique, quelle que soit l'issue, si vous demeurez fidèles à l'esprit de vos anciens qui ont su garder leur dignité de soldats incorruptibles. » □

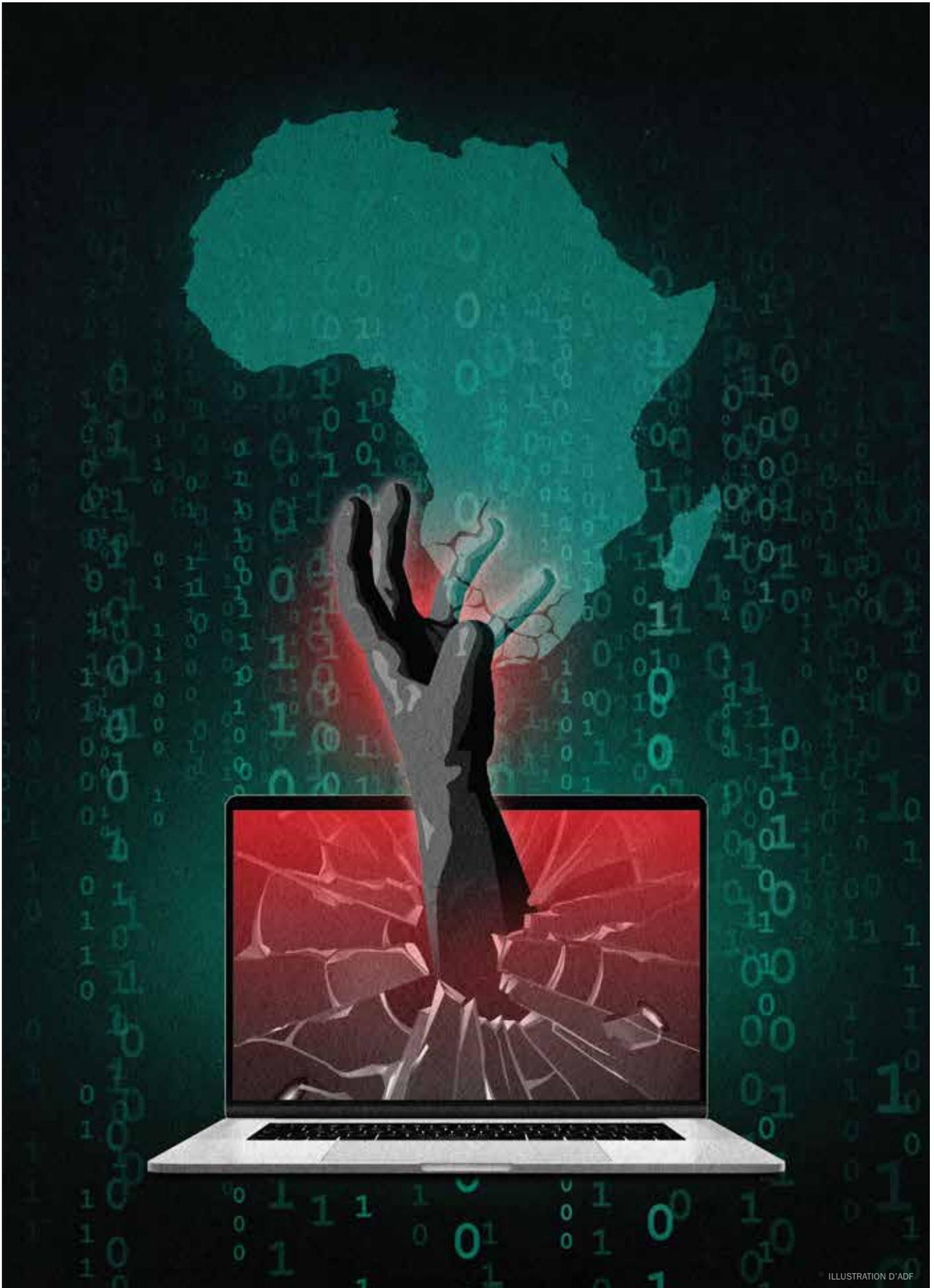


ILLUSTRATION D'ADF

LES CYBERCRIMINELS CONSIDÈRENT L'AFRIQUE COMME UN TERRAIN D'ESSAI

LES LOGICIELS DE RANÇON, LES HACKERS ET LES VOLS D'IDENTITÉ TOURMENTENT LES GOUVERNEMENTS ET LES COMMERCES

PERSONNEL D'ADF

Un bogue de logiciel de rançon qui a infecté des systèmes informatiques dans toute l'Afrique est la toute dernière preuve que les criminels utilisent le continent comme terrain d'essai pour lancer de nouvelles attaques.

Le virus Medusa prend pour cible les entreprises et les agences gouvernementales, en interdisant aux utilisateurs l'accès au système et menaçant d'exposer des informations sensibles si une rançon n'est pas versée. Il a attaqué l'autorité des aéroports du Kenya, des banques en Afrique du Sud et d'autres sociétés et organisations. La société de cybersécurité Performanta, basée à Londres, a étudié les attaques et découvert ce qui semblerait être une stratégie visant à se concentrer initialement sur les organisations des pays ayant une expérience limitée en matière de cyberdéfense, notamment dans les pays d'Afrique.

Guy Golan, PDG de Performanta, a déclaré dans un reportage du site d'actualités de cybersécurité Dark Reading : « Afin d'obtenir un environnement mieux cybersécurisé pour toutes les organisations du monde, nous devons accroître la sensibilisation à l'égard de ce problème croissant. C'est seulement en comprenant les tendances et les modes de guerre cybernétique géopolitique que nous pourrions identifier clairement le panorama mondial des menaces. »

Le Dr Robinson Sibe, PDG de la société de cybersécurité nigérienne Digital Footprints, déclare que « la croissance rapide de la connectivité » en Afrique, bien que positive du point de vue du développement, « se traduit aussi par une hausse soudaine d'utilisateurs vulnérables et une surface d'attaque élargie ». Le Dr Sibe a déclaré à ADF par e-mail que les cybercriminels « profitent tout simplement de la faible préparation de cybersécurité et la faible maturité de capacité des institutions sur le continent africain ».

« Beaucoup d'institutions africaines, publiques aussi bien que privées, ont un niveau très bas de préparation en cybersécurité, et sont donc vulnérables. Le cybercriminel sera plus motivé à prendre pour cible un objectif vulnérable. »

La cybercriminalité prend plusieurs formes. L'université de Norwich note que les criminels qui

infiltrer les ordinateurs et les réseaux ont développé des maliciels et des techniques d'ingénierie sociale pour commettre des types différents de cybercrime. L'université classe les cybercrimes en cinq catégories :

- Le piratage criminel consiste à gagner l'accès non autorisé aux données des ordinateurs et des réseaux. Les hackers exploitent les vulnérabilités des systèmes pour voler des données, depuis les informations personnelles jusqu'aux secrets des sociétés et aux renseignements gouvernementaux. Les hackers pénètrent aussi les réseaux pour perturber les opérations des gouvernements et des entreprises. Les autorités déclarent que ce type de piratage coûte plusieurs milliards de dollars par an
- Les maliciels ou logiciels malveillants sont des programmes conçus pour interférer avec le fonctionnement normal d'un ordinateur ou pour commettre un cybercrime. Les maliciels existent depuis que les ordinateurs sont devenus facilement disponibles ; tout un secteur industriel est engagé à les bloquer. Les types courants de maliciel incluent les virus, les vers informatiques, les chevaux de Troie invasifs et divers programmes hybrides. Les publiciels, logiciels espions et logiciels de rançon sont des sous-groupes de maliciel. « Les attaques par logiciel de rançon, qui bloquent l'accès à des fichiers numériques importants et exigent une rançon pour les débloquent, sont couramment exécutées à l'aide d'un cheval de Troie, un maliciel qui cache sa véritable intention, selon Norwich. Les logiciels de rançon s'infiltreront en général par email, en incitant l'utilisateur à cliquer sur un fichier joint ou visiter un site web qui infecte son ordinateur avec un code malveillant. » Parmi les cibles des logiciels de rançon, on compte notamment les services publics, les hôpitaux, les écoles, les gouvernements d'état et locaux, les agences de police et les entreprises.
- Lorsque quelqu'un obtient illégalement les informations personnelles d'une autre personne et les utilisent



Des officiels discutent de la cybercriminalité et des réponses efficaces lors d'un atelier régional sur le cybercrime organisé en Afrique de l'Ouest à Abidjan (Côte d'Ivoire). NATIONS UNIES

pour commettre un vol ou une fraude, il s'agit d'un vol d'identité. Les vols d'identité ne résultent pas tous d'une cyberattaque, mais un malicieux tel qu'un cheval de Troie ou un logiciel espion est souvent utilisé pour voler les informations personnelles. L'hameçonnage, pratique frauduleuse consistant à envoyer des emails ou autres messages soi-disant au nom d'une société légitime afin d'obtenir des informations personnelles telles que les mots de passe et les numéros de carte de crédit, est un type de vol d'identité. Les attaques d'hameçonnage contre les entreprises ont maintenant un nom distinct : compromission d'e-mails professionnels (BEC).

- L'ingénierie sociale est la manipulation psychologique des personnes pour qu'elles effectuent des actions ou divulguent des informations confidentielles. Les cybercriminels l'utilisent pour commettre des fraudes en ligne. Les sites de rencontre en ligne peuvent fournir des opportunités pour engager des conversations avec les victimes potentielles dans le but de les arnaquer.
- La piraterie de logiciel est la duplication, distribution ou utilisation non autorisée des logiciels. Au début de l'époque de la technologie personnelle dans les pays africains, les ordinateurs étaient couramment remplis de logiciels piratés contenant des virus. Les logiciels piratés prennent la forme de produits commerciaux falsifiés, notamment des systèmes d'exploitation et des logiciels de bureau. Le groupe commercial BSA estime que jusqu'à 37 % des logiciels installés sur les ordinateurs personnels dans le monde ne s'accompagnent pas de licence. Les cybercriminels ajoutent souvent des malicieux aux logiciels piratés.

L'arrivée et l'amélioration de l'intelligence artificielle ajouteront un autre niveau de complexité pour faire face à la cybercriminalité. L'indice de renseignement de menace X-Force 2024, compilé par une équipe de hackers, répondants, chercheurs et analystes, note que l'intelligence artificielle générative qui utilise des modèles d'apprentissage en profondeur pour créer un nouveau contenu,

notamment des textes, images, musique, audios et vidéos, forcera tout le monde à examiner comment définir les cybermenaces et comment y répondre.

Selon un reportage de Business Insider Africa, l'indice remarque : « Les politiciens, les cadres d'entreprise et les professionnels de la cybersécurité sont tous sujets à des pressions pour adopter l'IA dans leurs opérations. Et la ruée vers l'adoption de l'IA [générative] devance actuellement la capacité de l'industrie pour comprendre les risques de sécurité que ces nouvelles fonctions introduiront. »

LE FLÉAU DES LOGICIELS DE RANÇON

Les logiciels de rançon remontent à 1989 et sont devenus une force de destruction presque partout où les ordinateurs sont utilisés. Les victimes refusent souvent de divulguer si elles paient une rançon et, si elles le font, combien elles versent. Dans son rapport annuel sur la criminalité, la société Chainalysis qui suit la piste de la cryptomonnaie calcule que les paiements liés aux logiciels de rançon ont excédé 1,1 milliard de dollars en 2023, basé sur le suivi de ces paiements à travers les blockchains. C'est le chiffre le plus élevé jamais mesuré par la société pour une année donnée, et presque le double de l'année précédente.

Le Dr Nate Allen, professeur associé au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, déclare que les pays et les entreprises d'Afrique sont ciblés par les logiciels de rançon.

Dans un email adressé à ADF, il écrit : « Les logiciels de rançon sont une grande menace, en partie parce que ces logiciels attaqueront parfois des éléments clés de l'infrastructure critique tels que les ports, les réseaux électriques ou les services gouvernementaux. Dans diverses régions d'Afrique, tous ces éléments ont été bloqués par des logiciels de rançon au cours des dernières années. Et c'est un défi particulier pour l'Afrique parce que, bien que les pays africains n'aient pas le même niveau d'infrastructure critique axée sur la technologie que l'on retrouve chez les pays occidentaux, ce qu'ils ont est employé par une partie importante de la population et peut être exécuté par des logiciels obsolètes, ce qui en fait une cible attrayante. »

Les Dr Sibe et Allen conviennent que la compromission d'e-mails professionnels est devenue une énorme escroquerie en Afrique et conduira à des attaques d'hameçonnage sophistiquées contre des utilisateurs peu méfiants.

Le Dr Allen déclare à ADF : « Selon les estimations du FBI, les acteurs de la BEC sont responsables pour des pertes à hauteur de dizaines de milliards de dollars. Ils étaient parmi les groupes les plus prolifiques de hackers qui ont commis des fraudes d'assurance et de prestation pendant la pandémie de Covid-19, en dérobant des centaines de millions, ou des milliards, de dollars d'assistance destinés aux personnes qui avaient perdu leur emploi ou devaient mettre leur vie en suspens à cause de la pandémie. »

Dans un rapport de 2023, la société de consultation Control Risk signale que les problèmes du cybercrime deviendront probablement « de plus en plus pertinents » en Afrique à mesure que les cybercriminels deviennent plus sophistiqués. Le rapport déclare que les entreprises

actives en Afrique et les sociétés africaines cherchant à faire des affaires hors du continent « devront considérer de plus en plus la cybersécurité, en plus de la sécurité physique, dans leur planification. » Il est probable que les entreprises actives en Afrique feront face à des menaces de cybersécurité de plus en plus sophistiquées et à l'exposition croissante à des problèmes physiques tels que la concurrence géopolitique ou le crime, lesquels deviendront plus prééminents dans le cyberspace, selon le rapport.

DES HACKERS EXTÉRIEURS

Des études montrent que certains cybercrimes en Afrique sont commis localement. Mais le Dr Sibe note qu'il existe des « sources abondantes » indiquant qu'un grand nombre de cyberattaques en Afrique sont commises par des acteurs malveillants situés dans des pays hors du continent.

« Il y a eu plusieurs rapports de cyberattaques en Afrique liées à des acteurs russes et leurs agents dans l'espace africain, écrit-il. En outre, l'an dernier pendant les élections nigérianes, le ministre des Communications et de l'Économie numérique a annoncé des millions d'attaques cybernétiques ciblant l'infrastructure électorale du pays. Selon cette déclaration, la plupart de ces dernières provenaient de lieux hors du pays (et du continent). »

« Dans une élection d'état précoce, on signale que certaines attaques provenaient d'Asie. En 2021, l'équipe informatique nigériane de réponse d'urgence a émis un avertissement selon lequel un groupe de piraterie iranien appelé Lyceum ciblait les sociétés de télécom et les ministères des Affaires étrangères, au Nigeria et dans d'autres pays africains. »

Le Dr Sibe note aussi qu'en 2022, des cybercriminels russes ont été blâmés pour des attaques contre des sites nigériens populaires de paris et autres, et qu'en 2023 il y a eu des rapports de groupes chinois malveillants, parrainés par l'état, qui exécutaient des attaques soutenues contre les entreprises de télécommunication et les institutions gouvernementales dans les pays africains.

UN MANQUE DE SENSIBILISATION

Le Dr Sibe déclare que, pour de nombreux pays africains, le manque de sensibilisation à la cybercriminalité est un problème majeur.

Il dit à ADF : « On déclare couramment que l'utilisateur est très souvent le maillon le plus faible dans la mise en œuvre de la sécurité. Quels que soient les déploiements de sécurité mis en œuvre, sans utilisateur capable il y aura toujours des défis. Ceci dit, les institutions et les nations africaines nécessitent d'investir dans la cybersécurité pour améliorer leur résilience et leur préparation. La plupart des institutions ont un budget de cybersécurité minime ou inexistant. Les organisations doivent bâtir leur cyber-résilience avec une infrastructure et des processus améliorés et la formation régulière de leur personnel. »

Il ajoute qu'une collaboration plus étroite est nécessaire entre les institutions publiques et privées, ainsi qu'un meilleur suivi des poursuites judiciaires contre les cybercriminels. Il note qu'il existe une législation consacrée à la



Le Rwanda a accueilli le forum de cyberdéfense – Afrique 2023, conférence annuelle qui réunit les plus grands experts mondiaux en cybersécurité et les responsables gouvernementaux.

AUTORITÉ NATIONALE RWANDAISE DE CYBERSÉCURITÉ

cybercriminalité dans la plupart des pays africains, mais que les cybercriminels tireront toujours profit des lacunes juridiques si les systèmes de justice et les agences de police ne sont pas « préparés de façon forensique ».

« En plus, le nombre d'experts en cybersécurité en Afrique est parmi les plus faibles du monde. Vous ne pouvez pas mener une guerre formidable contre les cybercriminels sans équipe compétente. Pour résoudre cette durabilité, les gouvernements doivent renforcer stratégiquement les établissements pédagogiques. L'idée consiste à hausser les compétences pour combler les lacunes croissantes dans les aptitudes en matière de cybersécurité. »

Le Dr Allen déclare que la lutte contre la cybercriminalité est compliquée par le fait que cette expression serait trop limitative pour ce qui se produit en Afrique.

« C'est parce qu'il existe de plus en plus un élément "cyber" à la plupart de ce que nous faisons, y compris dans le domaine de la sécurité ». Selon lui, l'abus des ressources cyber peut inclure l'espionnage et la surveillance parrainés par l'état ; la subversion ou le chantage cyber prenant pour cible les institutions ou les personnes clés ; et la dépendance croissante des systèmes militaires, notamment ceux déployés en Afrique, sur une variété de technologies numériques.

Le Dr Allen note que la croissance économique en Afrique dépendra en grande mesure de la façon dont les pays font face au cybercrime.

« La croissance économique en Afrique et dans le monde entier est de plus en plus liée à la croissance du numérique. Des études estiment par exemple que pour chaque augmentation de 10 % de la connectivité en Afrique, vous avez une augmentation de 2,5 % du produit national brut. En même temps, la cybercriminalité est sur le point de devenir une industrie de 10 billions de dollars en 2025. Je veux dire ici que vous ne pouvez pas avoir de croissance habilitée par le numérique sans systèmes numériques sécurisés. Dans la mesure où les systèmes en Afrique sont particulièrement vulnérables aux menaces cybernétiques, celles-ci entraveront la prospérité économique. » □



LE

CRIMIE

TRANSNATIONAL
S'EMPAIRE DES PAYS

LES ENTREPRISES CRIMINELLES CIBLENT LES NATIONS AFRICAINES POUR GAGNER DE L'ARGENT ET INTENSIFIER LE TERRORISME

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR REUTERS

Les récentes confiscations de drogues illégales au Sahel indiquent que la région déchirée par les conflits devient une route très fréquentée du trafic de stupéfiants.

En 2022, les autorités ont saisi 1.466 kg de cocaïne au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad, comparé à une moyenne de 13 kg entre 2013 et 2020, selon un rapport des Nations unies publié en avril 2024.

Le rapport déclare : « Bien que des estimations annuelles ne soient pas disponibles pour 2023, 2,3 tonnes de cocaïne ont déjà été saisies en Mauritanie en date de juin 2023. La position géographique de la région en fait une escale naturelle pour la quantité croissante de cocaïne produite en Amérique du Sud et destinée à l'Europe, où la hausse de la demande pour cette drogue est similaire. »

L'ONU note que le commerce des drogues fournit des ressources financières aux groupes armés du Sahel, où les bandes extrémistes se sont développées à mesure que les pays de la région étaient en proie aux coups d'état militaires.

Le rapport déclare : « Le trafic de stupéfiants est facilité par de nombreuses personnes, notamment les membres des élites politiques, les chefs des communautés et les chefs des groupes armés. » Il ajoute que ceci permet aux groupes armés de « continuer à participer aux conflits, notamment grâce à l'achat des armes », selon un reportage d'Al Jazeera.

La contrebande de drogue fait partie d'une vague de crimes organisés transnationaux (TOC) sur le continent. La liste croissante de ces crimes inclut les enlèvements contre rançon, les ventes d'armes illicites, le blanchiment d'argent, les flux financiers illégaux, la cybercriminalité, l'abattage illégal des arbres, la contrebande de l'or et la traite humaine. La contrebande de la faune sauvage menacée pour la passer en Chine et vers d'autres régions d'Asie est une entreprise majeure qui cible les animaux tels que les pangolins.

Au cours des dernières années, ces crimes se sont intensifiés dans toute l'Afrique, en provoquant des problèmes politiques, socio-économiques et technologiques. Parmi les facteurs aggravants, on compte la gouvernance faible et corrompue, la sécurité frontalière qui n'est pas appliquée, les pots-de-vin, le manque d'emploi, la pauvreté et la mise en application inadéquate des lois. Une technologie de plus en plus abordable a créé

une autre voie pour commettre des crimes majeurs.

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique déclare : « Les TOC se produisent grâce à des réseaux qui permettent aux syndicats du crime, aux acteurs locaux et à certains officiels corrompus d'exploiter les différences transfrontalières dans l'économie et la politique, alimenter les marchés illicites et s'adapter adroitement aux efforts des états africains pour les déceler et les punir. Les états africains sont limités dans leurs efforts anti-TOC par les principes de gouvernance tels que la souveraineté, l'état de droit et l'éthique professionnelle ; ils affrontent fréquemment le défi consistant à calibrer des actions stratégiques conjointes par les responsables de l'armée, de la police et des tribunaux, ainsi qu'à œuvrer avec les chefs locaux et les organismes supranationaux pour riposter efficacement. »

Dans toute l'Afrique, le crime organisé atteint le littoral. La chercheuse Carina Bruwer a déclaré en 2023 pour l'Institut d'études de sécurité (ISS) qu'un manque de responsabilisation de la part du gouvernement et de l'industrie a transformé les océans africains en « plus grande scène mondiale du crime transnational ».

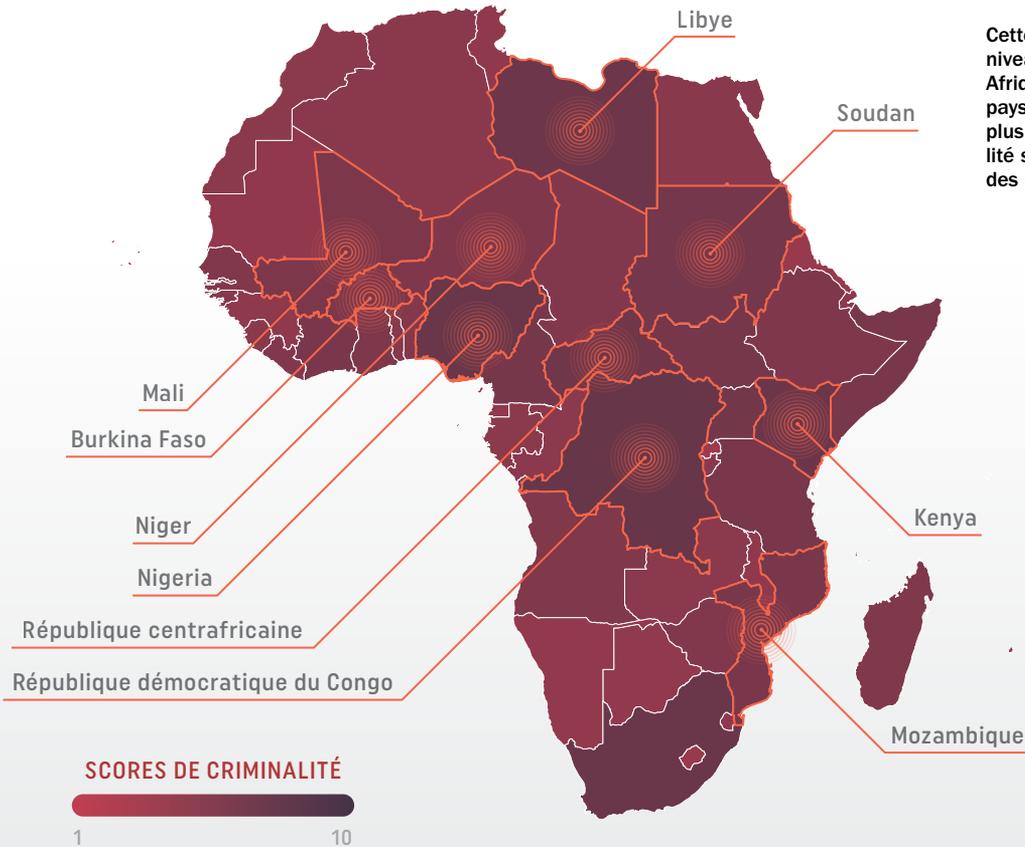


Les responsables kényans montrent des sacs d'héroïne, deux pistolets et des munitions saisis des mains des trafiquants de drogue dans la ville portuaire de Mombasa. La police déclare qu'elle a saisi 196 kg d'héroïne d'une valeur approximative de 5 millions de dollars et arrêté six personnes.

Selon elle, « l'océan est au cœur du commerce illicite mondial. Les réseaux criminels pillent les ressources marines, écumant les couloirs de navigation pour chercher des navires à détourner, et traversent les eaux des états côtiers et la haute mer pour transporter les produits vers des destinations distantes. »

Elle note que la situation de l'Afrique, entre la demande mondiale multiple et les marchés d'approvisionnement, en fait un site viable pour le crime organisé. « Les côtes Est et Ouest de l'Afrique sont des centres majeurs de transit des stupéfiants et des points sensibles mondiaux de piraterie. Le passage légal des migrants venus d'Afrique

LES POINTS SENSIBLES DES CONFLITS



Cette carte montre le niveau de crime en Afrique. De nombreux pays avec les taux les plus élevés de criminalité sont aussi sujets à des conflits armés.

Source : Institut d'études de sécurité, Indice du crime organisé – Afrique de l'ENACT 2023



Des hommes chargent des rondins de bois de rose récemment découpés sur un camion en Sierra Leone. Le bois de rose et d'autres bois durs sont illégalement récoltés dans toute l'Afrique pour être utilisés dans la fabrication des meubles sur mesure en Chine.

du Nord est omniprésent ; au Sud, les ressources marines telles que les ormeaux et les langoustes font face à un effondrement à cause de leur pêche illégale. »

UNE GAMME DE CRIMES ORGANISÉS

En Afrique, les enlèvements contre rançon affectent les professionnels des affaires, les prêtres et ceux qui sont

censés être riches. SBM Intelligence, société de consultation sur le risque socio-politique, signale qu'entre juillet 2022 et juin 2023 des ravisseurs ont enlevé 3.620 personnes dans 582 incidents au Nigeria. Les rançons payées s'élevaient à environ 5 milliards de nairas (près de 4 millions de dollars).

En 2023, Interpol et Afripol de l'Union africaine ont coordonné une opération dans 25 pays africains qui a permis aux enquêteurs d'arrêter 14 cybercriminels présumés et d'identifier 20.674 réseaux cyber suspects. Interpol déclare que les réseaux étaient liés à des pertes financières de plus de 40 millions de dollars.

Au Soudan, le groupe Wagner de mercenaires russes, rebaptisé l'Africa Corps, domine le marché de l'or non raffiné grâce au contrôle d'une raffinerie majeure non identifiée. Un rapport dans Atlas News estime qu'une quantité d'or de près de 2 milliards de dollars est passée en contrebande hors du pays chaque année. L'or finance la guerre de la Russie en Ukraine.

En avril 2023, les enquêteurs environnementaux ont découvert une entreprise illégale d'abattage de bois de rose à Damongo, capitale de la région ghanéenne des Savanes. Selon certaines estimations, plus de 6 millions d'arbres de bois de rose ont été abattus au Ghana depuis 2012, malgré les interdictions imposées depuis lors. Ce bois de grande valeur est utilisé pour fabriquer des

meubles sur mesure pour le marché chinois.

Selon les estimations les plus conservatrices, CNN indique que 10.000 pangolins sont trafiqués illégalement chaque année en Afrique. Le groupe de défense Annamiticus dit que les chiffres réels sur deux ans se situent entre 117.000 et 234.000 pangolins car seulement un petit pourcentage du commerce réel est confisqué ou signalé dans les médias. Les pangolins sont surtout utilisés pour leurs écailles, ingrédient de la médecine chinoise traditionnelle, bien qu'elles n'aient aucune valeur médicale.

Les responsables nigériens ont signalé en 2023 que les pertes du pays dues au vol du pétrole et autres crimes liés au pétrole s'élevaient à 3 milliards de dollars entre 2017 et 2022. Le journal nigérian Punch signale que les responsables ont enregistré 7.143 cas de vandalisme d'oléoduc pendant cette même période, et une perte de 209 millions de barils de pétrole brut et autres produits.

Les forces américaines ont intercepté un bourse dans les eaux internationales entre l'Iran et le Yémen transportant plus de 2.000 fusils d'assaut AK-47 en janvier 2023. On signale que des milliers d'armes illicites pour le trafic entre l'Iran et le Yémen ont été transportées par voie maritime vers la Somalie pour être vendues aux groupes extrémistes violents, notamment les chebabs.

Dans un rapport de 2024 sur la traite humaine, Statista signale qu'en 2020 la majorité des victimes connues de la traite humaine en Afrique étaient des femmes et des jeunes filles. Ce groupe de recherche indique : « Les formes les plus courantes d'exploitation sont l'exploitation sexuelle et le travail forcé. En Afrique du Sud par exemple, 43 % des victimes sont sujettes au travail forcé alors que 48 % sont victimes de l'exploitation sexuelle. En

outre, l'exploitation sexuelle est moins prédominante chez les victimes connues de la traite humaine en Afrique de l'Est (13 %) que chez les victimes du travail forcé (80 %).

DES LIENS AVEC LE TERRORISME

Certaines formes de crime transnational sont des entreprises strictement criminelles qui ne sont pas liées à l'idéologie, mais certains de ces crimes profitent aux groupes terroristes. L'ISS déclare dans une étude de 2023 : « La confluence entre le terrorisme et le crime organisé transnational remonte au début de l'histoire de chacun. Pour les terroristes, les gains financiers du crime organisé ne sont pas une fin en soi mais un moyen d'atteindre un but politique, religieux ou idéologique plus vaste. »

Ghada Fathi Waly du Bureau des Nations unies sur les drogues et le crime a déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2022 que le terrorisme et le crime organisé étaient liés dans toute l'Afrique, en particulier au Sahel « qui est fortement affecté par les agissements des groupes terroristes actifs et meurtriers », selon un rapport de l'ONU. Elle a dit que des études conduites dans les zones frontalières du Cameroun, de la République démocratique du Congo et du Gabon, ainsi que dans celles de la République centrafricaine et du Tchad, se sont concentrées sur « le trafic illicite des minéraux comme source de financement des groupes terroristes ». Selon elle, l'extraction illégale de l'or et d'autres métaux précieux « alimente le marché légitime

Des élèves nigériens et des membres du personnel ont été enlevés en mars 2024 mais libérés plus tard. Ils sont montrés ici dans un édifice gouvernemental à Kaduna.



en fournissant d'énormes gains aux trafiquants ».

Bankole Adeoye de l'Union africaine a déclaré devant le Conseil de sécurité que les réseaux du crime organisé transnational étaient « cruciaux dans le trafic illicite des armes et des munitions qui soutient les opérations des terroristes et des groupes extrémistes violents, et qui soutient aussi les crimes liés aux ressources naturelles tels que l'exploitation minière illégale, en particulier celle de l'or, et le commerce illicite des trophées de faune sauvage tels que l'ivoire », selon un rapport de l'ONU.

Au cours des dernières années, trois pays voisins d'Afrique de l'Est ont été aux prises avec des types spécifiques de crime transnational : les ventes des armes légères et de petit calibre en Éthiopie, le trafic de drogue au Kenya et la contrebande en Somalie par les chebabs. Le Wilson Center, groupe de recherche sans but lucratif basé aux États-Unis, a conduit une étude en 2020 sur les problèmes affrontés par ces trois pays. Le centre a conclu que ces pays, comme d'autres sujets à des problèmes similaires, doivent reconnaître le crime organisé transnational comme un défi de gouvernance et de sécurité qui exige une solution stratégique.

L'étude a aussi fait des recommandations pour que les « parties prenantes clés », notamment les groupes non gouvernementaux, combattent mieux et empêchent les crimes transnationaux. Ces recommandations s'appliquent à tout pays affrontant le crime organisé transnational :

- Employer des stratégies anti-crime établies, notamment pour tracer, geler, saisir et confisquer les bénéfices des crimes. Développer des institutions d'état professionnelles, en particulier au sein de la police et

de la sécurité nationale.

- Assurer la coopération transfrontalière et le partage de l'information, parce que le crime transnational ne connaît pas de frontière et de telles mesures sont nécessaires pour le combattre et l'empêcher.
- Encourager des partenariats et une collaboration entre le gouvernement, les médias, la société civile et le secteur privé : « Il est essentiel d'inciter les médias libres à mener des investigations dans ces réseaux criminels et les officiels corrompus qui les soutiennent. »
- Motiver les organismes de la société civile et les chefs des entreprises privées à prôner contre la corruption et les activités commerciales illicites. « Les partenariats entre les gouvernements et les journalistes, les responsables d'affaires et les activistes de la société civile peuvent apporter une contribution importante à l'éradication du fléau des TOC en Afrique de l'Est, qui sape les efforts de paix dans la région. »

L'INDICE DU CRIME 2023

L'indice du crime organisé – Afrique du programme ENACT suit les tendances du crime organisé transnational dans les régions d'Afrique, ainsi que les réponses des pays. ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ISS et l'Interpol. Les rapports sont conçus pour servir d'outil afin de définir les politiques et les priorités en réponse au crime organisé en Afrique.

Le rapport ENACT 2023 met l'accent sur le besoin pour

Un policier kényan observe l'incendie d'une pile d'armes légères et de petit calibre dans les Jardins Uhuru de Nairobi.





Un mineur artisanal sort d'un puits de mine d'or dans l'Ouest du Kenya. Dans certaines régions d'Afrique, les mineurs d'or sont forcés de travailler pour les terroristes qui utilisent l'or pour financer des attaques.

les pays africains de développer une résilience afin de résister à de tels crimes et de s'en rétablir. Il classe les 54 pays du continent en fonction de leur niveau de criminalité sur une échelle de 1 à 10, 10 étant le niveau de crime le plus élevé. Il classe aussi la résilience sur une échelle de 1 à 10, 10 étant le niveau le plus élevé de résistance et de rétablissement.

Le rapport de 2023 mentionne tout particulièrement le Kenya, qui doit affronter plusieurs types différents de crime transnational.

« Les scores du Kenya sont supérieurs à la moyenne pour tous les marchés criminels évalués : traite humaine (8,0 sur 10) ; passage de clandestins (7,5) ; extorsion et rackets de protection (7,0) ; trafic d'armes (7,5) ; commerce des produits de contrefaçon (7,0) ; trafic d'héroïne (7,5) ; trafic de cocaïne (6,0) ; trafic de cannabis (6,5) ; trafic des drogues synthétiques (5,5) ; crimes basés sur le cyber (8,0) ; crimes financiers (7,5) », selon le rapport. « Ces marchés illicites ont un effet négatif sur presque tous les secteurs de la société kényane. Non seulement ils sont hautement profitables, mais ils sont de plus en plus omniprésents. »

Selon la conclusion du rapport de 2023, les pays africains doivent en général étendre leurs efforts dans de nouvelles directions pour affronter le crime transnational.

« La plupart des réponses au crime organisé sur le continent ont tendance à se concentrer sur les cadres institutionnels tels que l'adoption des lois, la ratification des mécanismes internationaux et les campagnes contre le crime organisé dans le cadre de la rhétorique politique et des stratégies nationales. Une approche plus holistique est nécessaire, qui engloberait des mesures "plus douces"



Un pangolin sauvé, acheté auprès d'un marchand de faune sauvage, dans un jardin de Lagos (Nigeria). Les pangolins sont illégalement trafiqués plus que tout autre animal du monde.

telles que la prévention, le soutien aux victimes et aux témoins, et les initiatives des acteurs non étatiques. »

« Les pays ne peuvent pas s'appuyer uniquement sur la législation et la politique sans mise en œuvre. L'engagement avec une société civile robuste et active est aussi nécessaire pour renforcer la résilience [au] niveau communautaire. Bien que le défi de la criminalité soit en hausse, il peut être atténué par un effort délibéré qui englobe toutes les composantes de la résilience. Les pays du continent doivent diversifier, intensifier et renforcer leurs réponses collectives et leurs efforts pour bâtir des structures de résilience durables contre le crime organisé. » □

Djibouti reçoit des aéronefs pour des missions spéciales

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de l'air de Djibouti va réceptionner deux aéronefs à turbopropulseur Cessna Grand Caravan EX pour des missions spéciales telles que les patrouilles frontalières, après l'attribution d'un contrat à Textron Aviation.

La société américaine Textron Aviation a annoncé que le contrat avait été signé par l'état-major des services contractuels de l'Armée de terre des États-Unis. Selon un reportage de defenceWeb, l'annonce de Textron a précisé : « Les deux aéronefs Cessna Grand Caravan EX pour missions spéciales seront équipés de systèmes de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) pour assurer la souveraineté des frontières de Djibouti. »

Les États-Unis ont fourni des aéronefs Caravan à un certain nombre de pays africains pour leurs missions RSR. En mars 2022, Textron a révélé qu'elle avait reçu un contrat d'ATI Engineering Services pour quatre aéronefs Cessna Grand Caravan EX destinés à l'Armée de l'air tunisienne. ATI devait modifier les aéronefs et les équiper d'un capteur électro-optique/infrarouge, une console d'opérateur, une radio tactique, une liaison de données vidéo et un éclairage compatible avec la vision nocturne.

L'aéronef Grand Caravan EX a commencé ses vols

en 1982. Il est utilisé par les armées de l'air, les lignes aériennes régionales, les exploitants d'avion charter et les transporteurs de cargaison du monde entier. Il a aussi été utilisé pour la formation des pilotes et les missions humanitaires. La conception offre un concept de voilure relevée, une cabine qui n'est pas sous pression, un seul moteur à turbopropulseur et un train d'atterrissage fixe de type tricycle. Il a été conçu pour des charges utiles élevées et des pistes d'envol accidentées et courtes. En version commerciale standard, il transporte neuf personnes, mais il peut accommoder jusqu'à 14. Plus de 3.000 ont été construits.

Les États-Unis avaient fourni précédemment des subsides pour financer 14 aéronefs Grand Caravan EX. En 2020, ATI Engineering a été engagée pour convertir deux aéronefs Cessna Grand Caravan EX pour la Force de défense du Rwanda.

Les Grand Caravan sont des aéronefs RSR populaires auprès des pays africains. Ils sont acquis grâce à des donations américaines ou simplement achetés. Le Cameroun, le Kenya, la Mauritanie et l'Ouganda possèdent déjà des aéronefs Grand Caravan EX.

LA TUNISIE met à niveau ses avions de transport

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de l'air tunisienne améliore deux de ses aéronefs de transport Lockheed Martin C-130 Hercules. Les deux avions ont atterri à la base aérienne de Paya Lebar à Singapour pour des améliorations qui seront effectuées par ST Engineering Defence Aviation Services.

Les aéronefs seront équipés du rétrofit de système d'affichage de cockpit Honeywell, disponible avec des options de trois ou cinq écrans avec des panneaux LCD de format large, des commandes de vol et des capteurs de données d'air et d'altitude. Selon un reportage de defenceWeb, les améliorations incluent aussi des instruments numériques, un affichage multifonctions et une gamme de périphériques tels qu'un radar météo, un système d'évitement des collisions de trafic et des commandes de vol avancées.



Les rétrofits ont été conçus pour fournir aux pilotes et aux équipages de vol de l'Armée de l'air tunisienne une amélioration de la sécurité, la versatilité et l'efficacité et une maintenance plus facile des appareils, selon Honeywell.

L'Armée de l'air tunisienne possède deux C-130H et un C-130B Hercules en service, ainsi que deux C-130J-30 Super Hercules qui ont été livrés en avril 2013 et janvier 2015. Dix autres Hercules sont entreposés ou en état de préservation.

Le C-130 Hercules est un avion de transport militaire quadrimoteur à turbopropulseur dont la production avait commencé aux États-Unis en 1955. Des versions modernisées sont toujours fabriquées. Il avait été conçu pour transporter les soldats sur des distances intermédiaires et pour atterrir sur des aérodromes basiques à piste courte.

Au fil des ans, environ 70 pays ont acquis des C-130. Plus de 2.500 de ces avions ont été produits. Il existe plus de 40 versions du C-130 standard. Le magazine Forbes a prédit que le C-130 deviendrait probablement le premier aéronef militaire de l'histoire à rester en service continu pendant cent ans.

Le Nigeria va acheter des hélicoptères d'assaut

DEFENCEWEB

Dans le but d'améliorer les capacités de défense anti-aérienne du Nigeria et d'aider à promouvoir la stabilité régionale, les forces armées du pays vont acquérir 12 hélicoptères d'assaut AH-1Z Viper.

Le constructeur américain Bell Textron a reçu un contrat de 455 millions de dollars pour produire et livrer les aéronefs. Le département de la Défense des États-Unis a annoncé la vente en mars 2024, en déclarant que le contrat inclurait un soutien technique, de gestion de programme et logistique. On anticipe que les travaux seront achevés en juillet 2028.

En avril 2022, les États-Unis ont approuvé la vente de 12 Bell AH-1Z au Nigeria pour 997 millions de dollars. Le contrat proposé incluait 28 moteurs T-700 GE 401C, 2.000 sections de guidage APKWS (Advanced Precision Kill Weapon System), des canons de 20 mm, des systèmes de visée, un équipement de vision nocturne et un soutien technique et logistique. En décembre 2023, les États-Unis ont annoncé l'attribution d'un contrat à Northrop Grumman pour produire et livrer un nombre additionnel de 32 « ordinateurs de mission Tech Refresh H-1 pour soutenir les aéronefs AH-1Z du gouvernement du Nigeria ».

Le programme AH-1Z avait été lancé initialement en 1996 par le Corps des fusiliers marins des États-Unis. Le premier vol de l'AH-1Z a eu lieu en décembre 2000. Le modèle Viper offre un fuselage de 10.000 heures de vol, un rotor de queue de quatre lames et son système d'entraînement, un train d'atterrissage mis à niveau et un nouveau système de rotor principal pliable sans charnière ni roulement, à quatre lames. La configuration du nouveau rotor offre une meilleure agilité, une vitesse maximale plus élevée, une vitesse ascensionnelle plus rapide et une réduction des vibrations.

La nouvelle avionique offre un cockpit en verre pleinement numérique avec de grands écrans multifonctions à cristaux liquides et des affichages montés sur casque. Le système de casque a une capacité jour/nuit et son viseur projette l'imagerie infrarouge frontale ou vidéo.

L'hélicoptère est équipé d'un système de missile Hellfire, il peut transporter des missiles air-air et il possède un canon de 20 mm.

CAPORAL JONATHAN L. GONZALEZ/CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS





UN SYSTÈME RADAR DONNERA AU GHANA UNE VUE COMPLÈTE DE LA MER

PERSONNEL D'ADF

Le Ghana installe un système similaire à ce réseau de radars côtiers au Nigeria pour améliorer sa sensibilisation au domaine maritime.

MARINE NIGÉRIANE

Un nouveau système de surveillance donnera au Ghana l'image la plus complète de son domaine maritime.

Le système de surveillance du domaine maritime comporte des radars transhorizon qui permettront à la Marine ghanéenne d'observer au-delà de la zone économique exclusive (ZEE) du pays, qui s'étend sur 370 km. Le contre-amiral Issah Adam Yakubu, chef d'état-major de la Marine ghanéenne, a annoncé le projet en février 2024 lors d'une conférence au Camp Burma, quartier général de la Marine. Dans une interview avec ADF pendant la conférence au sommet des forces maritimes africaines à Accra, il a déclaré que le système offrait une amélioration majeure qui permettait à la marine de traquer les acteurs malveillants qui essaient de dissimuler leur emplacement.

« En ce moment, les systèmes que nous utilisons sont basés sur le web, ce sont surtout des systèmes d'identification automatique (SIA). Les acteurs malveillants ne transmettent pas leur SIA. Ils "s'obscurcissent" et nos capacités radar n'atteignent pas la bordure de notre zone économique exclusive. »

Il a déclaré que le nouveau système était préférable à ceux qui s'appuient sur les satellites. « Nous avons deux choix : le satellite ou le radar

transhorizon. À cause des frais de maintenance et des souscriptions des satellites, nous avons choisi les radars transhorizon qui sont capables de nous amener à la bordure de notre zone économique exclusive. »

Le Ghana doit surveiller une surface océanique de 225.000 km carrés.

On anticipe que le système sera opérationnel en 2024. Il remplacera les systèmes actuels de trafic des vaisseaux et le management du système d'information parrainés par l'autorité maritime du Ghana. Il est similaire au système de surveillance Falcon Eye utilisé au Nigeria, selon un reportage du Ghana Peace Journal (GPJ).

L'amiral Yakubu déclare qu'une équipe de l'autorité et le personnel de haut rang de la Marine ghanéenne se sont rendus en Serbie où ils ont participé à des essais de validation d'usine pour le nouvel équipement.

La planification et la préparation nécessaires pour acquérir l'équipement et obtenir une surveillance totale du domaine maritime dans la ZEE durent depuis plus de dix ans, selon lui.

« Nous sommes finalement sur le point de réaliser cet objectif essentiel, qui a été analysé par toutes les stratégies que nos prédécesseurs avaient développées et élaborées », dit-il selon le reportage du GPJ.

LES PAYS CONSIDÈRENT LA TECHNOLOGIE ET LA COOPÉRATION POUR LUTTER CONTRE LES ARMES ILLÉGALES

THE EAST AFRICAN

Les responsables de la sécurité en Afrique orientale et australe pensent qu'une nouvelle technologie et une approche commune sont nécessaires pour combattre la contrebande des armes.

Les représentants de 26 pays africains se sont réunis à Nairobi en mars 2024 à l'occasion d'une réunion régionale préparatoire précédant une conférence onusienne sur la prévention du commerce illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC), ainsi que la lutte contre ce dernier et son éradication.

Un participant a appelé la prolifération des armes une « menace existentielle » de la stabilité du continent. Le secrétaire principal de l'Intérieur Raymond Omollo du Kenya a déclaré : « Les armes légères et de petit calibre continuent à causer des ravages dans les communautés, provoquer des conflits, saper la paix et la stabilité, et entraver le développement socio-économique sur le continent africain. »

L'Union africaine étudie le besoin d'une politique commune des états membres. L'organisme continental et ses états membres cherchent aussi à acquérir de nouveaux outils pour suivre les armes depuis leur source jusqu'aux utilisateurs finaux, ainsi que les machines pour le recyclage des armes.

Christopher Kayoshe, directeur intérimaire de la division du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration/réforme du secteur de la sécurité de l'UA, a déclaré que ceci aiderait à réaliser l'objectif de l'UA visant à « faire taire les armes ».

« Nous souhaitons que le continent soit guidé par une position commune pour que ces réunions délibérées de la commission de l'UA soient utiles. »

Parmi les 40 millions d'armes de petit calibre présentes sur le continent africain, l'Institut des Nations unies pour la recherche et le désarmement estime que 40 % sont illicites. Dans le monde, un milliard d'armes de petit calibre existent et tuent environ 250.000 personnes chaque année.

Ces armes sont responsables pour 45 % de toutes les morts violentes dans le monde. Les données de l'ONU indiquent que 260.000 personnes ont été tuées par des armes de petit calibre en 2021 seulement.

La quatrième conférence d'examen de l'ONU s'est concentrée sur la mise en œuvre de l'instrument international de traçage 2005 de l'ONU qui demande que chaque arme ALPC soit munie de détails d'identification uniques et que les pays conservent des relevés d'armes sur leur territoire.

Des responsables brûlent un arsenal d'armes illégales à Ngong (Kenya). Les pays cherchent à mieux tracer les armes et à les empêcher d'être trafiquées au-delà des frontières. AFP/GETTY IMAGES



L'ÉTAT ISLAMIQUE UTILISE LA CRYPTO-MONNAIE POUR FINANCER SES ATTAQUES

PERSONNEL D'ADF

L'État islamique (Daech) s'est tourné vers la crypto-monnaie pour envoyer de l'argent depuis des lieux tels que la Somalie et l'Afrique du Sud aux combattants situés ailleurs sur le continent.

Les donations privées, appelées « sadaqa » en langue arabe, sont l'une des plus grandes sources de revenu pour Daech. Bien qu'une partie importante de cet argent soit envoyée par le système informel du hawala, certains sympathisants de Daech utilisent des monnaies numériques telles que bitcoin ou tether pour transférer rapidement de l'argent en évitant la détection des agences internationales cherchant à perturber le financement du terrorisme.

Le Counter ISIS Finance Group signale que l'Afrique de l'Ouest, où est située la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI), est devenue un point focal des transferts de crypto-monnaie. Ce groupe financier représente environ 80 pays et organisations internationales qui ciblent Daech.

Le Nigeria, où la PAOEI est active, est le deuxième, après l'Inde, parmi les plus grands adoptants mondiaux de crypto-monnaie comme devise officielle. Les Nigériens emploient la crypto-monnaie comme mesure de protection contre l'instabilité économique. L'énorme volume de transactions, approchant 60 millions de dollars en 2023 seulement, signifie que Daech et les autres groupes terroristes peuvent être perdus de vue, selon les experts.

Les crypto-monnaies telles que bitcoin utilisent la technologie de blockchain pour vérifier la valeur et suivre les mouvements. Les utilisateurs sont anonymes, mais une fois que l'adresse d'un portefeuille de crypto-monnaie est connectée à quelqu'un, il est facile de chercher le registre pour examiner toutes les transactions liées à cette adresse.

Les observateurs déclarent que les finances de Daech ont chuté. Elles s'élevaient à plus de 300 millions de dollars lorsqu'il contrôlait des régions d'Irak et de Syrie, et sont d'environ 20 millions aujourd'hui. L'organisation a encouragé ses affiliés africains, notamment l'État islamique-Somalie et la Province d'Afrique centrale de l'État islamique en République démocratique du Congo, à financer leurs propres opérations.

Ahmed Buckley, expert du financement du terrorisme, a déclaré récemment à la publication de sécurité Janes : « Le traçage de la crypto-monnaie est plus facile que celui de l'argent liquide. Mais cela n'a pas empêché les groupes terroristes et les personnes de faire des expérimentations, d'essayer de s'adapter et d'apprendre, et de découvrir des moyens leur permettant d'exploiter les lacunes. »



La ministre de la Défense du Liberia

ENTRE DANS L'HISTOIRE

PERSONNEL D'ADF

Le général de brigade Geraldine George (er) a été confirmée ministre de la Défense du Liberia en avril 2024. C'est la première fois qu'une femme assume ce poste. Le général George a été enrôlée dans l'armée en 2006 après la fin de la guerre civile du pays et a assumé plusieurs postes, notamment commandant de brigade d'infanterie, ainsi que des postes de leadership concernant le personnel et les opérations. Elle a servi comme chef d'état-major adjoint pendant six ans.

Dans une interview de 2022 pour lancer son livre appelé « Living Legends » [Des légendes vivantes], le général a dit que sa première passion était le droit, mais après avoir assisté à la destruction subie par son pays pendant la guerre civile, elle a pensé qu'elle pourrait avoir plus d'impact dans les Forces armées du Liberia (FAL), qui avaient été rebâties.

« Lorsque la crise civile s'est produite et j'ai vu comment les civils étaient traités et comment le personnel en uniforme traitait les civils, j'ai pensé que je pouvais faire la différence si je portais l'uniforme, dit-elle. Lorsque les gens seraient respectés et



respecteraient l'uniforme. »

Le général a participé à la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali et a reçu la Médaille des Nations unies en 2017. Elle détient une maîtrise en relations internationales et a reçu une formation spéciale en renseignement, contre-terrorisme, gestion du secteur public et administration de la justice.

Dans une interview de 2021 pour la Commission de la condition de la femme, organe de l'ONU, elle a déclaré que seulement 3 % des soldats des FAL étaient des femmes, mais qu'elle œuvrait avec d'autres pour accroître ce chiffre grâce au recrutement, à la

sensibilisation et aux politiques visant à mieux accommoder les femmes soldats.

Mais elle dit que les femmes doivent montrer leur valeur aux forces armées pour être pleinement acceptées.

« Recruter des femmes n'est pas seulement une question de chiffre. C'est une question de compétence. Vous devez démontrer que vous avez travaillé dur et que vous méritez le poste. »

Elle ajoute qu'elle espère que d'autres suivront son exemple et souhaiteront assumer des postes de haut rang.

« J'ai donné l'exemple à beaucoup de femmes. J'ai rompu la règle traditionnelle selon laquelle le monde appartient aux hommes et seuls les hommes peuvent être des soldats. Les femmes peuvent aussi faire partie des forces et elles peuvent même faire mieux, en tant que leaders ou dans tout autre poste. »

Elle prend son poste à un moment particulièrement difficile. Le ministre de la Défense précédent avait été forcé de démissionner à cause des protestations des épouses des soldats des FAL concernant les conditions de logement, les salaires et les prestations de retraite.

Le général de brigade Geraldine George, à l'époque chef d'état-major adjoint des Forces armées du Liberia, participe à un exercice à Alpena, dans le Michigan, en 2019.

GARDE NATIONALE DU MICHIGAN





La Tanzanie reçoit des laboratoires améliorés

PERSONNEL D'ADF

Les Forces de défense du peuple tanzanien (TPDF) ont reçu deux bâtiments de laboratoire rénovés qui aideront le pays dans sa lutte contre le VIH/sida.

Le plan d'urgence présidentiel pour l'assistance au sida (PEPFAR) des États-Unis, plus grand fournisseur d'assistance liée au VIH/sida sur le continent, a financé le projet. Les représentants de PEPFAR ont présenté les bâtiments rénovés au dispensaire de Makamboto, région de Njombe, et à l'hôpital militaire de Mbalizi, région de Mbeya, aux TPDF en février 2024.

Les TPDF jouent un rôle de chef de file dans la lutte contre la propagation du VIH dans le pays, et elles mettent en œuvre le dépistage du VIH et les interventions dans leurs 21 centres militaires de santé dans tout le pays.

Le général de brigade Charles Mwanziva a déclaré : « Les TPDF apprécient le partenariat entre la Tanzanie et le gouvernement des États-Unis pour le soutien aux efforts du pays visant à contrôler l'épidémie de VIH en 2025, et les efforts mondiaux

Le personnel tanzanien et américain visite des bâtiments de laboratoire rénovés dans un hôpital militaire à Mbeya (Tanzanie). Les installations sont conçues pour aider les Forces de défense du peuple tanzanien à dépister et traiter le VIH. HJFMRI TANZANIE

pour mettre fin au VIH en tant que menace de santé publique en 2030. »

Les rénovations ont amélioré les capacités des labos et permettront des diagnostics et des traitements plus opportuns pour le VIH et d'autres maladies.

La Tanzanie a fait de grands progrès pour affronter la maladie. Le nombre de gens vivant avec le VIH a baissé de 7 % en 2003 à 4,4 % lors de l'enquête nationale de 2022 à 2023. Le nombre de nouvelles infections a baissé de 72.000 par an en 2016 à 60.000 pendant la plus récente enquête. La prévalence du VIH continue à être plus élevée dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Le pays enregistre des gains vers l'objectif appelé 95-95-95 : 95 % des gens vivant avec le VIH connaissent leur condition à l'aide de tests, 95 % de ceux qui nécessitent un traitement anti-rétroviral le reçoivent, et 95 % de ceux qui suivent le traitement atteignent la suppression de leur charge virale.

Le Dr Mahesh Swaminathan, directeur de pays du CDC pour la Tanzanie, déclare : « Ces enquêtes montrent que nos efforts en Tanzanie ont un impact puissant dans le monde réel. Elles soulignent aussi ce que nous devons faire pour mettre fin au VIH en Tanzanie. Ces données mettent en évidence les zones clés qui n'ont pas encore été atteintes et exigent une attention urgente. »

Le Sénégal décide de sécuriser sa frontière orientale avec Sentinelle Est

PERSONNEL D'ADF

Les Forces armées sénégalaises (FAS) ont lancé une opération terrestre, fluviale et aérienne en février 2024 pour restaurer la sécurité dans l'extrême Est du pays, en bordure du Mali. Cette opération, appelée Sentinelle Est, a démantelé des sites illégaux d'extraction d'or le long de la Falémé, perturbé les voies de trafic et attaqué les bandes violentes qui menacent la région.

La direction de l'information publique militaire du Sénégal a déclaré : « L'objectif consiste à renforcer la sécurité des populations qui vivent le long de la frontière. Des mesures ont été prises dans tous les villages frontaliers, les sites présentant un intérêt économique, ainsi que les zones inhabitées. »

En date d'avril 2024, l'opération était en cours. Les FAS ont noté une coopération avec leurs homologues maliens pour stopper un groupe armé « particulièrement violent », actif dans la région. L'effort a inclus des patrouilles terrestres et fluviales, la reconnaissance des routes transfrontalières et la sensibilisation de la population civile pour promouvoir la perception des menaces.

Dans une mise à jour du 9 avril, la direction a signalé que les forces armées avaient « une bonne empreinte sur le terrain », et que les efforts continuaient pour « renforcer la sécurité de la population et protéger l'infrastructure et l'activité économique. »

Les analystes ont averti de la menace affectant le Sénégal à cause de la présence en expansion du terrorisme dans l'Ouest du Mali, en particulier les combattants liés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans,

un groupe extrémiste actif près de la frontière sénégalaise dans des zones telles que Kéniéba (Mali), centre d'extraction illégale de l'or.

Mathias Khalfaoui écrit pour le Hudson Institute : « Les djihadistes n'ont pas encore la capacité d'extraire l'or eux-mêmes, mais ils cherchent plutôt à taxer les mineurs locaux. En plus des bénéfices monétaires que les djihadistes obtiennent dans ces régions, les zones d'activité criminelle sont favorables au recrutement djihadiste. »

En 2022, le Sénégal a inauguré une nouvelle base militaire à Goudiry dans l'Est du pays. La base est destinée à améliorer la capacité de l'armée pour répondre aux menaces transfrontalières et à la contrebande.



Des soldats sénégalais participent à Sentinelle Est, une opération pour arrêter l'extraction minière illégale et la contrebande, et sécuriser la frontière du pays avec le Mali.

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES DES ARMÉES DU SÉNÉGAL

LA MINUSS ESSAIE DE CALMER LES POINTS SENSIBLES AU SOUDAN DU SUD



DEFENCEWEB

À

la fin 2023, une intensification des conflits intercommunautaires a été constatée dans certaines régions du Soudan du Sud. Une mission de maintien de la paix des Nations unies a recensé 862 incidents liés à des décès, blessures, enlèvements et cas de violence sexuelle associés au conflit.

La mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS) a publié son rapport trimestriel final pour 2023 et découvre une augmentation de 4 % du nombre d'incidents et de 35 % du nombre de victimes, comparé au trimestre précédent.

La violence intercommunautaire due aux milices et/ou aux groupes d'autodéfense était responsable pour 86 % de tous les incidents affectant les civils pendant cette période. Le point sensible principal du conflit était l'État de Warab, ayant constaté une hausse de 87 % du nombre de victimes, comparé au trimestre antérieur, de 244 à 457. Plus de la moitié des gens affectés par la violence ont été victimes d'attaques de représailles liées au conflit frontalier entre les communautés de Dinka Twic Mayardit dans le Warab et Dinka Ngok à Abiyé, qui ont fait 263 morts et 186 blessés.

Le rapport note une augmentation de 54 % du nombre de victimes d'enlèvement, de 65 à 100, comparé au trimestre précédent. Les attaques de petite échelle perpétrées par des éléments armés présumés de l'ethnie murle, provenant de la zone administrative de Pibor, représentent 43 % de tous les enlèvements au Soudan du Sud. Le briefing note que 104 victimes ont été sujettes à des violences sexuelles.

La protection des civils par la MINUSS dans le plus jeune pays du monde a été assurée par plus de 10.000 patrouilles terrestres, aériennes et fluviales de Casques Bleus en 2023. La mission assiste les communautés à se réconcilier et bâtir la paix par le dialogue ; elle soutient activement les processus politiques et de paix, notamment la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, l'élaboration d'une constitution et la préparation aux élections.

L'ONU a renouvelé le mandat de la mission pour une année de plus. Ce mandat est renouvelé chaque année depuis sa création en 2011. Depuis 2021, le mandat consiste à « prévenir le retour à la guerre civile, construire une paix durable aux niveaux locaux et nationaux, et soutenir une gouvernance inclusive et responsable et des élections libres, équitables et pacifiques. »

Toutefois, des recherches récentes conduites par l'Institut d'études de sécurité, basé en Afrique du Sud, indiquent que la mission manque d'un mandat explicite de réforme du secteur de la sécurité et d'une capacité d'exécution.

Les gardiens de la paix ghanéens dans l'État d'Unité (Soudan du Sud) conduisent des patrouilles fréquentes pour rester connectés aux communautés et répondre à leurs inquiétudes.

GREGORIO CUNHA/MINUSS



Un formateur des Nations unies montre au personnel de la MINUSS comment utiliser des chiens pour détecter les mines. GREGORIO CUNHA/MINUSS



L'Union africaine soutient la mission de la CDAA en RDC PERSONNEL D'ADF

Par l'intermédiaire de son Conseil pour la paix et la sécurité, l'Union africaine a avalisé une décision de la Communauté de développement d'Afrique australe pour déployer des soldats en République démocratique du Congo afin de restaurer la paix et la sécurité dans l'Est du pays, en passant outre aux protestations du Rwanda.

Un communiqué émis après une réunion du Conseil pour la paix et la sécurité de l'Union africaine en mars 2024 a demandé à la Commission de l'UA de « mobiliser le soutien requis » pour la SAMIDRC, mission de maintien de la paix de la communauté régionale en RDC. DefenceWeb indique que les premiers éléments de la mission sont arrivés dans l'Est de la RDC vers la mi-décembre 2023 ; l'arrivée prévue d'une portion du contingent sud-africain de 2.900

personnes a été suspendue à cause d'un manque d'aéronef.

La force SAMIDRC aura 5.000 soldats provenant d'Afrique du Sud, du Malawi et de Tanzanie. Elle remplacera la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est dont le mandat a expiré à la fin 2023.

La RDC lutte contre le groupe rebelle M23, appelé aussi l'Armée révolutionnaire congolaise, constitué pour la plupart de membres de l'ethnie tutsi. La rébellion du M23 en 2012 et 2013 contre le gouvernement de la RDC a provoqué le déplacement d'un grand nombre de personnes.

Des personnes déplacées par les combats entre les forces congolaises et les rebelles du M23 se réunissent dans un camp à l'extérieur de Goma (RDC) en mars 2024. THE ASSOCIATED PRESS

UNE ÉQUIPE OUGANDAISE ÉLIMINE LES EEI SUR LA ROUTE D'APPROVISIONNEMENT PERSONNEL D'ADF

L'équipe des engins explosifs des Forces de défense du peuple ougandais a inauguré 2024 en éliminant des engins explosifs improvisés (EEI) de la route d'approvisionnement majeure Shalambot/Ceeljale dans la région de Shabeellaha Hoose, sous l'égide de la mission de transition de l'Union africaine en Somalie.

L'équipe a été déployée après l'explosion de certains EEI qui semblaient avoir été placés par les combattants chebabs. L'explosion avait frappé un véhicule civil transportant cinq personnes, selon un reportage de defenceWeb. Les blessés ont été évacués par un convoi humanitaire de la mission à Ceelwaligo pour leur traitement.

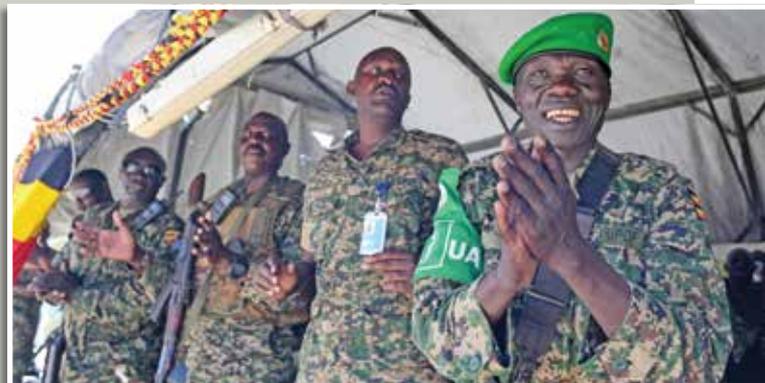
Après le dégagement de cette section de route par l'équipe, le colonel Charles Asimwe, commandant du groupe de combat ougandais 37, a condamné la mise en place des EEI.

Selon la mission, il a dit : « Les actes haineux et barbares commis par les chebabs, consistant à placer des EEI sur les routes, doivent être condamnés par les gens épris de paix du monde entier. Les chebabs sont déterminés à empêcher la Somalie d'atteindre une paix complète. »

Selon le Borgen Project contre la pauvreté, des décennies de guerre ont laissé environ un million de mines terrestres en Somalie. Ces explosifs ont tué des milliers de Somaliens et fait d'innombrables blessés. La présence des mines limite aussi l'accès des communautés à la terre, ce qui entrave l'agriculture et provoque la famine.

La neutralisation des EEI vise à assurer la sécurité des convois d'assistance humanitaire qui livrent une aide essentielle aux communautés. La mission de maintien de la paix déclare que les chebabs installent des EEI pour empêcher les voyageurs d'emprunter les voies publiques.

Le service de lutte anti-mines des Nations unies a été établi en 1997 pour éliminer la menace posée par les mines, les restes d'explosifs de guerre et les EEI en coordonnant l'élimination des mines, conduisant des réponses opérationnelles au niveau des pays et soutenant les opérations de paix. Au cours des années, le service a fourni une formation et un mentorat aux soldats de la mission de l'Union africaine en Somalie, et les a équipés d'une gamme de capacités d'atténuation de la menace EEI.



Des gardiens de la paix ougandais célèbrent une fête nationale ougandaise alors qu'ils participent à la mission de transition de l'Union africaine en Somalie en février 2024. FARDOSA HUSSEIN/ATMIS



Les États-Unis forment un partenariat avec le Ghana pour l'exercice Sea Lion

PERSONNEL D'ADF

L'USS Hershel « Woody » Williams, base maritime expéditionnaire de classe Lewis B. Puller, a achevé sa participation à l'exercice Sea Lion 2024 avec la Marine ghanéenne dans le golfe de Guinée en mars 2024.

Le navire, appelé HWW, a accueilli cinq marins ghanéens, tandis que deux marins américains étaient montés à bord des bâtiments de la Marine ghanéenne. Pendant l'échange de personnel, les marins sont arrivés au degré zéro de longitude et de latitude, à l'intersection du méridien de Greenwich et de l'équateur. Les marins sont ensuite retournés sur leur propre navire grâce à deux transferts de personnel séparés, effectués par l'équipe de navire gonflable à coque rigide du HWW.

Une fois que les navires ont atteint les coordonnées, les marins à bord des navires ghanéens ont organisé une cérémonie pour le baptême de l'équateur.

L'exercice a mis à l'épreuve l'endurance et la préparation au combat de certains navires de la Marine ghanéenne. Il a aussi formé le personnel dans les manœuvres de la flotte, testé l'interopérabilité des trois services des Forces armées du Ghana et amélioré les opérations de contre-terrorisme,

Les marins ghanéens et américains participent à une cérémonie de départ pour l'exercice Sea Lion 2024 à Tema (Ghana).

MAÎTRE 2E CLASSE ETHAN MORROW/MARINE DES ÉTATS-UNIS

selon un rapport de Business & Financial Times.

Le maître d'aviation Andrew Hill de la Marine des États-Unis, l'un des marins embarqués à bord des navires de la Marine ghanéenne, a déclaré : « C'était une expérience formidable d'y aller et d'apprendre vraiment leur culture et la cérémonie du baptême de l'équateur. C'était vraiment excellent de travailler ensemble avec eux parce qu'ils ont été des hôtes absolument étonnants pendant que nous étions à bord. »

Le HWW est déployé en projection à la baie de Souda (Grèce) et il est le premier navire de la Marine américaine affecté au domaine de responsabilité de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. Le navire peut mener des missions expéditionnaires, dissuader la piraterie, assurer la sécurité maritime et fournir une assistance humanitaire ou en cas de catastrophe.

LE BRÉSIL FORME LES SOLDATS SUD-AFRICAINS À LA GUERRE DANS LA JUNGLE

DEFENCEWEB

Un groupe de soldats sud-africains rattachés à la mission de maintien de la paix des Nations unies en République démocratique du Congo ont acquis de nouvelles aptitudes, celles de la guerre dans la jungle, grâce à une formation offerte par des spécialistes brésiliens.

Trente six soldats d'Afrique du Sud rattachés à la brigade d'intervention de la force onusienne et identifiés comme ayant un potentiel de formateur ont été sélectionnés pour une formation de spécialiste par le détachement de l'équipe brésilienne de formation mobile en guerre de la jungle. Huit spécialistes du centre brésilien de formation en guerre de la jungle ont présenté ce cours de six modules.

Les Sud-Africains ont été formés dans les opérations de tir, navigation et mouvements tactiques, et dans les opérations offensives. Ils ont aussi obtenu une vue d'ensemble de la guerre générale dans la jungle.



Le bataillon de la République d'Afrique du Sud a suivi le cours de formation en guerre dans la jungle dans la République démocratique du Congo. CAPITAINE K. SETSIBA/BATAILLON DE LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

Ce groupe de l'Armée de terre d'Afrique du Sud est le tout dernier à en bénéficier, après que des membres de la Force de réaction rapide aient complété un cours de formation en guerre dans la jungle organisé par leurs homologues brésiliens en août 2023. En 2022, trente membres de la Force de réaction rapide I d'Afrique du Sud ont reçu leur badge Jaguar après une formation menée par une équipe de formation mobile brésilienne en guerre dans la jungle.

Des soldats kényans et malawiens déployés avec la mission de maintien de la paix en RDC ont aussi bénéficié de l'expertise et des connaissances des spécialistes brésiliens.

Les responsables ont décrit les Brésiliens comme « des personnes bien choisies pour cette formation à cause de leur expérience et de leurs trophées dans ce domaine ». Les soldats sud-africains ont aussi reçu une formation de guerre dans la jungle dans leur pays avant leur déploiement.



LES PAYS PROMETTENT 2 MILLIONS DE DOLLARS POUR ÉLIMINER LES EXPLOSIFS ÉTHIOPiens

DEFENCEWEB

Des donations du Danemark et du Japon aideront UNMAS (service anti-mines des Nations unies) à continuer ses opérations humanitaires de déminage dans le Nord de l'Éthiopie après le conflit de 2020 à 2022.

Selon une déclaration de l'ONU, la contribution du Danemark s'élève à plus d'un million de dollars. Celle du Japon sera de 1,19 million de dollars.

Les fonds seront fournis à UNMAS pour promouvoir la paix et la sécurité dans le Nord de l'Éthiopie.

Un spécialiste a découvert des explosifs à l'extérieur d'un camp pour déplacés internes au Tigré (Nord de l'Éthiopie).

UNMAS (SERVICE ANTI-MINES DES NATIONS UNIES)

La contamination des explosifs met en danger la sécurité des communautés et entrave le développement économique en limitant l'accès à la terre et aux ressources.

Les efforts d'UNMAS pour éliminer les mines terrestres et les restes d'explosifs de guerre assurent, entre autres choses, que les livraisons d'aide humanitaire ne soient pas interrompues. UNMAS formera aussi des Éthiopiens pour qu'ils effectuent ce travail éprouvant.

Ce financement tout récent assurera que les équipes d'UNMAS continuent à repérer et délimiter les zones dangereuses et à obtenir des informations exactes sur l'emplacement des munitions explosives et des mines terrestres. Le financement sera aussi utilisé pour une formation de sensibilisation aux risques d'explosion fournie au personnel humanitaire.

« UNMAS est engagé dans l'amélioration de la sécurité pour le peuple d'Éthiopie et la coordination des interventions humanitaires anti-mines dans le pays », a déclaré Francesca Chiaudani, chef du déminage UNMAS en Éthiopie. Elle a remercié le Danemark et le Japon pour leurs contributions, en ajoutant que le déminage est « essentiel pour permettre le retour à la normale des systèmes d'éducation et de santé ».



Hannibal fait flotter ses 37 éléphants sur des radeaux couverts de terre pour traverser les voies d'eau.

HANNIBAL, TACTICIEN DES CHAMPS DE BATAILLE

PERSONNEL D'ADF

Il y a près de 3.000 ans vivait le conquérant nord-africain appelé simplement Hannibal. Mais on se souvient toujours de lui comme un génie militaire, l'homme qui a utilisé des éléphants pour faire la guerre, aidant ainsi à façonner le cours de la civilisation.

Il est connu au mieux pour l'audace de son plus grand succès militaire : franchir les Alpes avec son armée pour envahir la région appelée aujourd'hui l'Italie.

Hannibal Barca est né en 247 av. J.-C. dans la ville de Carthage. Les ruines de cette ville existent toujours dans la région où se trouve aujourd'hui Tunis, capitale de la Tunisie sur le littoral. Il est issu d'une famille riche et puissante, dans une ville qui est la puissance dominante dans l'Ouest du bassin méditerranéen. Mais les intérêts militaires et commerciaux de la région entrent en conflit avec ceux de Rome. Le père d'Hannibal lui inculque une haine pour la République romaine, haine qu'il ressentira toute sa vie.

La rivalité entre les deux puissances conduit aux guerres puniques. La première guerre éclate en 264 av. J.-C. et dure plus de 20 ans. Rome la gagne et impose des conditions dures à Carthage, y compris la destruction de sa marine. Lorsque le père d'Hannibal est tué lors d'une campagne militaire et un autre officier est assassiné, les soldats

carthageois en Espagne choisissent Hannibal comme chef. Il commence à conquérir l'Espagne et y établit une base pour sa guerre ultérieure contre Rome.

En 218 av. J.-C., il entreprend son projet de franchir les Alpes. Le périple exige une logistique et des techniques sophistiquées. Pour que ses 37 éléphants puissent traverser les cours d'eau, il construit des jetées et les fait flotter sur des radeaux recouverts de terre. Ses chevaux sont envoyés sur de gros bateaux ou induits à nager. Le voyage qui commence à Carthagène (Espagne) prend cinq mois, et le franchissement des Alpes nécessite seize jours. Dans les montagnes, ses soldats font face aux attaques de guérilla, aux intempéries et au terrain accidenté. Il achève sa traversée avec 25.000 fantassins, 6.000 cavaliers et la plupart de ses éléphants.

Ses victoires de la Trébie, du lac Trasimène et de Cannes sont considérées comme des chefs-d'œuvre de tactique militaire. Maintes fois, il est capable de devancer les manœuvres et l'intelligence des généraux romains. Ses troupes attaquent féroce ment l'armée romaine et tuent au moins 15.000 soldats. Beaucoup sont chassés dans l'eau et se noient. Il capture aussi 15.000 soldats romains et alliés. Ses troupes interceptent et détruisent des renforts de cavalerie d'environ 4.000.

Mais il n'envahit pas la ville de Rome. Les historiens postulent que ses soldats

sont trop fatigués par les combats ou qu'il pense que la ville est trop bien fortifiée. Un autre problème est créé par les responsables à Carthage, qui ne lui envoient pas les renforts et les ressources nécessaires pour continuer à avancer.

Les dirigeants romains tels que Fabius Maximus et Scipion l'Africain tirent des leçons des tactiques d'Hannibal et de leurs propres erreurs. Maximus évite d'engager directement les forces d'Hannibal, préférant une guerre d'attrition et des frappes stratégiques contre les possessions carthageoises, notamment en Afrique du Nord. On dit que Maximus est vainqueur d'Hannibal sans jamais gagner de bataille décisive. Le tournant majeur est la bataille de Zama en 202 av. J.-C., dans laquelle Scipion est vainqueur, ce qui marque la fin de la deuxième guerre punique et assure la dominance romaine en Méditerranée. Il prend le titre honorifique « l'Africain » [Africanus], qui veut dire Conquérant de l'Afrique.

Après sa défaite, Hannibal retourne à Carthage, où il devient magistrat et il est responsable pour la mise en œuvre des réformes économiques et militaires. Mais il s'est fait des ennemis chez lui et à l'étranger, et son aversion pour Rome lui est bien rendue par les Romains, qui veulent l'emprisonner.

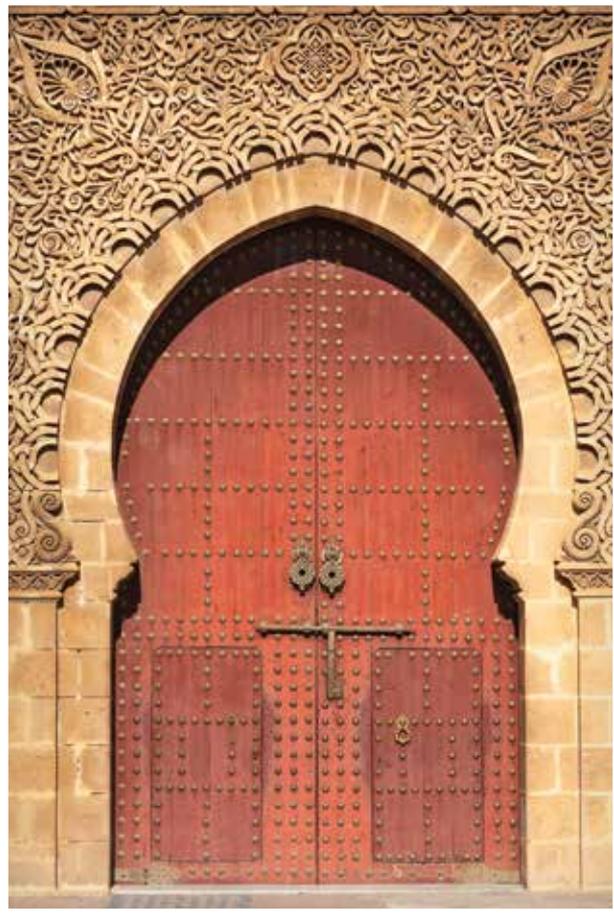
Sept ans après la bataille de Zama, Hannibal s'enfuit de Carthage pour s'exiler. Il passe ces dernières années comme invité et conseiller militaire dans les cours des monarques orientaux. Dans certains cas, il est impliqué directement dans les guerres contre les Romains, ses ennemis acharnés.

Les circonstances de sa mort, vers 182 av. J.-C., restent inconnues. Un récit indique qu'il prend du poison lorsqu'il découvre que le château où il vit est encerclé par les soldats romains. Selon un autre récit, ce serait son hôte qui l'aurait empoisonné dans le château.

Hannibal est considéré comme l'un des plus grands tacticiens militaires et généraux de l'Antiquité, en particulier un stratège brillant qui pouvait identifier ses propres points forts et points faibles, ainsi que ceux de ses adversaires.

INDICES

- 1 Les Almoravides ont fondé cette ville en 1061 comme établissement militaire.
- 2 Elle est surtout associée à Moulay Ismaïl, sultan de 1672 à 1727, qui l'a transformée en capitale spectaculaire avec des murs extérieurs de 45 km de long.
- 3 Sa conception urbaine intègre l'architecture et la planification urbaine islamique et européenne.
- 4 Derrière ses hauts murs de défense se trouvent 25 mosquées, 10 bains publics, des palais, des greniers, des vestiges d'auberges de marchand et des maisons particulières.





PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

Directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Pfeninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany



VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.